préférence être présentés au Groupe de travail en temps voulu pour sa neuvième session. La Secrétariat devrait examiner si, en raison du délai imparti, il serait nécessaire de recourir à des consultants. En outre, le Secrétariat devrait présenter au Groupe de travail des projets d'articles applicables aux chèques internationaux, qui tiendraient compte du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux adopté par le Groupe de travail ainsi que des caractéristiques spéciales de la loi relative aux chèques.

TRAVAUX FUTURS

105. Conformément à une décision prise par la Commission à sa douzième session¹⁰, le Groupe de travail est convenu de tenir sa neuvième session au Siège, à New York, du 2 au 11 janvier 1980.

¹⁰ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa douzième session, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément 17* [A/34/17], par. 124 b (Annuaire ... 1979, première partie, II, A).

B. — Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa neuvième session (New York, 2–11 janvier 1980) [A/CN.9/181]*

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
INTRODUCTION	1–12
DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS	13–211
I. — Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux	17–55
Chapitre III. — Transmission, porteur	17–41
Articles 12 à 22	17–41
Chapitre IV. — Droits et obligations	42–72
Articles 23 à 26 (Section 1. Les droits d'un porteur et d'un porteur protégé)	42–47
Articles 27 à 33 (Section 2A. Dispositions générales)	47–48
Article 34 (Section 2B. Du tireur)	49–51
Article 34 bis (Section 2C. Du souscripteur)	52–53
Articles 35 à 40 (Section 2D. Du tiré et de l'accepteur)	54–57
Articles 41 à 42 (Section 2E. De l'endosseur)	58–61
Articles 43 à 45 (Section 2F. De l'avaliseur)	62–72
Chapitre V. — Présentation, refus et recours	73–115
Articles 46 à 51 (Section 1. Présentation à l'acceptation)	73–93
Articles 52 à 56 (Section 2. Présentation au paiement)	94–104
Articles 57 à 68 (Section 3. Recours)	105–115
Chapitre VI. — Libération	116–155
Article 69 (Section 1. Généralités)	—
Articles 70 à 86 (Section 2. Paiement)	116–155
II. — Règles uniformes applicables aux chèques internationaux	156–207
Articles 1 à 30 bis	160–207
III. — Travaux futurs	208–211

INTRODUCTION

1. Comme suite aux décisions prises par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), le Secrétaire général a établi un projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, accompagné d'un commentaire [A/CN.9/WG.IV/WP.2]¹. A sa cinquième session

* 13 mars 1980.

¹ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quatrième session, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément 17* [A/8417], par. 35 (Annuaire ... 1971, première partie, II, A). Pour un bref historique de la question jusqu'à la quatrième session de la Commission, voir A/CN.9/53, par. 1 à 7. Voir aussi rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquième session, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément 17* [A/8717], par. 61 2, c (Annuaire ... 1972, première partie, II, A).

(1972), la Commission a créé un Groupe de travail des effets de commerce internationaux. La Commission a demandé que le projet de loi uniforme susmentionné soit soumis au Groupe de travail et elle a chargé celui-ci d'établir le projet définitif.

2. Le Groupe de travail a tenu sa première session à Genève, en janvier 1973. A cette session, il a examiné les articles du projet de loi uniforme concernant le transfert et la négociation (art. 12 à 22), les droits et obligations des signataires (art. 27 à 40) et la définition et les droits du "porteur" et du "porteur protégé" (art. 5, 6 et 23 à 26)³.

² Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquième session, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément 17* [A/8717], par. 61 1, a (Annuaire ... 1972, première partie, II, A).

³ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa première session (Genève, 8–19 janvier 1973), A/CN.9/77 (Annuaire ... 1973, deuxième partie, II, 1).

3. Le Groupe de travail a tenu sa deuxième session à New York, en janvier 1974. A cette session, il a poursuivi l'examen des articles du projet de loi uniforme relatifs aux droits et obligations des signataires (art. 41 à 45) et il a examiné les articles concernant la présentation, le refus d'acceptation ou de paiement et les recours, y compris les effets juridiques du protêt et de l'avis de refus (art. 46 à 62)⁴.

4. La troisième session a eu lieu à Genève, en janvier 1975. A cette session, le Groupe de travail a poursuivi l'examen des articles concernant l'avis de refus d'acceptation ou de paiement (art. 63 à 66). Il a également examiné les dispositions concernant la somme due au porteur et au signataire qui a payé l'effet (art. 67 et 68) ainsi que les dispositions concernant les cas dans lesquels un signataire est libéré de ses obligations (art. 69 à 78)⁵.

5. La quatrième session du Groupe de travail a eu lieu à New York, en février 1976. A cette session, le Groupe de travail a examiné les articles 79 à 86 et les articles 1 à 11 du projet de loi uniforme, achevant ainsi sa première lecture du texte⁶.

6. A la cinquième session du Groupe de travail, qui a eu lieu à New York en juillet 1977, le Groupe a commencé la deuxième lecture du projet de loi uniforme (sous le nouveau titre adopté à cette session : "Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux") et il a examiné les articles 1 à 24⁷.

7. La sixième session du Groupe de travail a eu lieu à Genève, en janvier 1978. A cette session, le Groupe de travail, poursuivant l'examen en deuxième lecture du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, a examiné les articles 5 et 6 et 24 à 53⁸.

8. La septième session du Groupe de travail a eu lieu à New York, en janvier 1979. A cette session, le Groupe de travail, poursuivant l'examen en deuxième lecture du texte du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, a examiné les articles 24 et 53 à 70⁹.

9. La huitième session du Groupe de travail a eu lieu à Genève, en septembre 1979. A cette session, le Groupe de travail, poursuivant l'examen en deuxième lecture du texte

du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, a examiné les articles 1, 5, 9, 11 et 70 à 86¹⁰.

10. Le Groupe de travail a tenu sa neuvième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 2 au 11 janvier 1980. Il se compose des huit pays membres de la Commission dont les noms suivent : Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique, Nigéria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques. A l'exception du Nigéria, tous les membres du Groupe de travail étaient représentés à la neuvième session. Étaient également présents à cette session des observateurs des États suivants : Argentine, Australie, Bulgarie, Chili, Colombie, Ghana, Guyane, Haïti, Hongrie, Irlande, Japon, Niger, Philippines, Portugal, République démocratique allemande, République populaire de Chine, Rwanda, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago et Yougoslavie, ainsi que des observateurs du Fonds monétaire international, de la Chambre de commerce internationale, de la Conférence de La Haye de droit international privé et de la Fédération bancaire européenne.

11. Le Groupe de travail a élu le Bureau suivant :

Président M. René Roblot (France),

Rapporteur M. Roberto Luis Mantilla-Molina (Mexique).

12. Le Groupe de travail était saisi des documents suivants : ordre du jour provisoire [A/CN.9/WG.IV/WP.14]; projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, accompagné d'un commentaire [A/CN.9/WG.IV/WP.2]; projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (première révision) [A/CN.9/WG.IV/WP.6 et Add. 1 et 2]; note du Secrétariat intitulée "Question de savoir s'il est opportun d'établir des règles uniformes applicables aux chèques internationaux" [A/CN.9/WG.IV/CRP.5]; projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (première révision), articles 46 à 68 après révision par un groupe de rédaction [A/CN.9/WG.IV/WP.10]; projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (première révision), articles 24 et 68 à 86 après révision par un groupe de rédaction [A/CN.9/WG.IV/WP.12]; les différents rapports du Groupe de travail sur les travaux de ses premières [A/CN.9/77]*, deuxième [A/CN.9/86]**, troisième [A/CN.9/99]***, quatrième [A/CN.9/117]****, cinquième [A/CN.9/141]†, sixième [A/CN.9/147]††, septième [A/CN.9/157]††† et huitième [A/CN.9/178]†††† sessions; projets de convention

⁴ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa deuxième session (New York, 7-18 janvier 1974), A/CN.9/86 (Annuaire . . . 1974, deuxième partie, II, 1).

⁵ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa troisième session (Genève, 6-17 janvier 1975), A/CN.9/99 (Annuaire . . . 1975, deuxième partie, II, 1).

⁶ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa quatrième session (New York, 2-12 février 1976), A/CN.9/117 (Annuaire . . . 1976, deuxième partie, II, 1).

⁷ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa cinquième session (New York, 18-29 juillet 1977), A/CN.9/141 (Annuaire . . . 1978, deuxième partie, II, A).

⁸ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa sixième session (Genève, 3-13 janvier 1978), A/CN.9/147 (Annuaire . . . 1978, deuxième partie, II, B).

⁹ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa septième session (New York, 3-12 janvier 1979), A/CN.9/157 (Annuaire . . . 1979, deuxième partie, II, A).

¹⁰ Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa huitième session (Genève, 3-14 septembre 1979), A/CN.9/178 (reproduit dans le présent volume, deuxième partie, III, A).

* Annuaire . . . 1973, deuxième partie, II, 1.

** Annuaire . . . 1974, deuxième partie, II, 1.

*** Annuaire . . . 1975, deuxième partie, II, 1.

**** Annuaire . . . 1976, deuxième partie, II, 1.

† Annuaire . . . 1978, deuxième partie, II, A.

†† Annuaire . . . 1978, deuxième partie, II, B.

††† Annuaire . . . 1979, deuxième partie, II, A.

†††† Reproduit dans le présent volume, deuxième partie, III, A.

sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, articles 5 (8 à 10), 9 (6), 11 (2), 70 (2, 5), 71, 72 et 74 à 86 adoptés par le Groupe de travail à sa huitième session [A/CN.9/WG.IV/WP.16]; texte des articles 25 (1) (a), 70, 74 *bis* et 78 tel que remanié par le Secrétariat [A/CN.9/WG.IV/WP.17] et une note du Secrétariat énonçant les règles uniformes applicables aux chèques internationaux [A/CN.9/WG.IV/WP.15].

DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS

13. A sa présente session, le Groupe de travail a poursuivi l'étude en troisième lecture du texte du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Il a examiné les articles 13 à 85 et l'article 5 10) en liaison avec l'article 22.

14. Les articles du projet de Convention adoptés par le Groupe de travail à sa huitième et à sa présente sessions sont reproduits en annexe au présent rapport.

15. Le Groupe de travail a également eu un échange de vues préliminaire sur les articles 1 à 30 des règles uniformes applicables aux chèques internationaux établis par le Secrétariat [A/CN.9/WG.IV/WP.15].

16. A la clôture de sa session, le Groupe de travail a adressé ses remerciements aux observateurs des Etats Membres des Nations Unies et aux représentants des organisations internationales qui avaient participé à la session.

I. — PROJET DE CONVENTION SUR LES LETTRES DE CHANGE INTERNATIONALES ET LES BILLETS À ORDRE INTERNATIONAUX

[CHAPITRE III. — TRANSMISSION, PORTEUR (*articles 12 à 22*)]¹¹

Article 13

17. Le texte de l'article 13 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“L'effet est transmis :

“a) Par endossement et remise de l'effet par l'endosseur à l'endossataire; ou

“b) Par simple remise de l'effet, si le dernier endossement est en blanc.”

18. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

Nouvel article (à insérer entre l'article 13 et l'article 13 bis)

19. Le texte d'un nouvel article examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“a) L'endossement doit être écrit à la main sur l'effet ou sur un feuillet attaché à l'effet (“allonge”). Il doit être signé.

“b) L'endossement peut être :

“i) En blanc, lorsqu'il est simplement signé ou que la signature est accompagnée d'une mention spécifiant que l'effet est payable à quiconque le détient;

“ii) Nominatif lorsque la signature est accompagnée du nom de la personne à qui l'effet est payable.”

20. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

Article 13 bis

21. Le texte de l'article 13 *bis* examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Une personne est porteur :

“a) Quand elle est bénéficiaire et détient l'effet; ou

“b) Quand elle détient un effet :

“i) Qui a été endossé à son nom;

“ii) Dont le dernier endossement est en blanc

et qui contient une suite ininterrompue d'endossements, même si l'un des endossements a été contrefait ou signé par un représentant sans pouvoirs.

“2) Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé être devenu endossataire par l'endossement en blanc.

“3) Une personne est porteur même si l'effet a été acquis dans des circonstances, notamment les cas d'incapacité, de fraude, de violence ou d'erreur de quelque sorte que ce soit, qui pourraient fonder une action en revendication ou un moyen de défense dérivant de l'effet.”

22. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 15

23. Le texte de l'article 15 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“Le porteur d'un effet sur lequel le dernier endossement est en blanc peut :

“a) Endosser l'effet à nouveau, soit en blanc, soit au profit d'une personne déterminée, ou

“b) Transformer l'endossement en blanc en endossement nominatif, en y indiquant que l'effet est payable à lui-même ou à quelque autre personne; ou

“c) Transmettre l'effet conformément à l'alinéa b de l'article 13.”

24. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 16

25. Le texte de l'article 16 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“[Lorsque le tireur, le souscripteur ou l'endosseur a porté sur l'effet ou dans l'endossement une mention telle que ‘non négociable’, ‘non transmissible’, ‘non à ordre’,

¹¹ Ces titres et les suivants sont inclus dans le projet de Convention à titre provisoire. Les articles 2, 12, 14, 17 (1), 31, 32, 33, 35, 40, 52, 69, 73, 75, 76, 77 et 86 ont été préalablement supprimés par le Groupe de travail.

‘payer à X seulement’ ou toute autre expression équivalente, la personne à qui l’effet est transmis ne devient porteur qu’aux fins d’encaissement.]”

26. Le Groupe de travail a décidé de conserver cet article sous réserve de la modification suivante, apportée au début du texte : “Lorsque le tireur ou le souscripteur a porté sur l’effet, ou lorsqu’un endosseur a porté dans son endossement, une mention telle que . . .”

27. Cette modification n’entraîne aucun changement quant au fond, mais elle a été adoptée de façon qu’il ressorte clairement que cet article ne serait pas applicable dans le cas où un endosseur aurait porté sur l’effet une mention telle que “non négociable”, etc. Dans ce cas, c’est la disposition relative à l’altération du texte (art. 29) qui serait applicable.

Articles 17, 18 et 19

28. Les textes des articles 17, 18 et 19 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 17

“1) (Supprimé)

“2) L’endossement conditionnel transmet l’effet, que la condition stipulée ait été remplie ou non.

“3) Aucune action en revendication ni aucun moyen de défense dérivant de l’effet ne peuvent être invoqués en raison du non-accomplissement de la condition si ce n’est par le signataire qui a endossé conditionnellement l’effet à l’encontre de la personne à qui l’effet est directement transmis.

“Article 18

“L’endossement pour une partie de la somme due d’après l’effet ne vaut pas comme endossement.

“Article 19

“Lorsqu’un effet comporte plusieurs endossements, chacun d’eux est présumé, sauf preuve contraire, avoir été effectué dans l’ordre où il figure sur l’effet.”

29. Le Groupe a adopté ces articles sans modification.

Article 20

30. Le texte de l’article 20 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Lorsqu’un endossement contient la mention ‘pour encaissement’, ‘pour dépôt’, ‘valeur en recouvrement’, ‘par procuration’, ‘veuillez payer n’importe quelle banque’, ou toute autre expression équivalente autorisant l’endossataire à encaisser l’effet (endossement par procuration), l’endossataire :

“a) Ne peut endosser l’effet qu’aux fins d’encaissement;

“b) Peut exercer tous les droits dérivant de l’effet;

“c) Est exposé à toutes les actions et exceptions existant contre l’endosseur;

“2) Le signataire qui a endossé par procuration n’est pas obligé envers les porteurs ultérieurs.”

31. Deux questions ont été soulevées : a) était-il nécessaire d’indiquer expressément à l’article 20 si l’endossataire de procuration était un représentant de l’endosseur ou au contraire un porteur de son propre chef ? b) un paiement effectué à l’endossataire de procuration alors que le mandat prévu dans l’endossement avait pris fin ou avait été révoqué constituait-il un paiement régulier si la personne qui avait payé l’effet savait que le mandat en question avait pris fin ou avait été révoqué ? On a donné comme exemple le cas où le mandat prenait légalement fin avec le décès de l’endosseur.

32. En ce qui concerne la première question, le Groupe de travail a estimé qu’il n’était pas nécessaire de préciser à l’article 20 que l’endossataire de procuration était un porteur de son propre chef. L’article 20 avait pour objet de fixer certaines limites aux droits de ce genre d’endossataire en tant que porteur.

33. Eu égard à la deuxième question, le Groupe de travail, après avoir procédé à un échange de vues, a estimé que le projet de Convention devait envisager le cas où un versement avait été effectué à l’endossataire de procuration par un payeur qui savait que le mandat donné par l’endosseur à l’endossataire de procuration avait pris fin ou avait été révoqué. A cet égard, l’attention a été appelée sur l’article 18 de la Loi uniforme de Genève concernant la lettre de change et le billet à ordre qui prévoyait que le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prenait pas fin par le décès du mandant ou de la survenance de son incapacité.

34. Cependant, le Groupe a estimé que le projet de Convention ne devait pas établir de distinction entre la fin ou la révocation de mandat et la faillite ou le décès du commettant et devait porter uniquement sur la question de la libération des obligations découlant de l’effet par un paiement régulier effectué à un endossataire de procuration. Pour que ce paiement soit un paiement régulier, il fallait que les dispositions du paragraphe 3 de l’article 70 soient respectés. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Articles 21 et 21 bis

35. Les textes des articles 21 et 21 bis examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 21

“Le porteur d’un effet peut le transmettre à un signataire antérieur ou au tiré conformément aux dispositions de l’article 13; toutefois, dans le cas où celui à qui l’effet est transmis en a été précédemment porteur, aucun endossement n’est exigé et tout endossement qui l’empêche de justifier sa qualité de porteur peut être biffé.”

“Article 21 bis

“Un effet peut être transmis conformément aux dispositions de l’article 13 après l’échéance, sauf par le tiré, l’accepteur ou le souscripteur.”

36. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

Article 22

37. Le texte de l'article 22 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Lorsque l'endossement a été contrefait, la personne dont la signature a été contrefaite est en droit de réclamer à l'auteur de la contrefaçon, ainsi qu'à la personne qui a reçu l'effet de l'auteur de la contrefaçon, réparation du préjudice qu'elle pourrait avoir subi du fait de la contrefaçon.

"2) [Le tireur ou le souscripteur de l'effet a droit à la réparation dans les mêmes conditions lorsque la contrefaçon de la signature du bénéficiaire lui cause un dommage.]

"3) (Supprimé à titre provisoire)."

38. Après délibération, le Groupe de travail a estimé que : a) l'article 22 ne devrait viser que le cas où un endossement a été contrefait, à l'exclusion du cas où une signature autre que celle de l'endossement a été contrefaite; b) l'article 22 devrait également s'appliquer lorsque des signataires autre qu'un endosseur ont subi un préjudice du fait de la contrefaçon. En conséquence, le Groupe de travail a décidé de remplacer, au paragraphe 1, les mots "la personne dont la signature a été contrefaite" par les mots "tout signataire" et de supprimer le paragraphe 2 de cet article.

39. Le Groupe a discuté de la question de savoir si une signature apposée sur un effet par un représentant sans pouvoirs devrait être assimilée à une signature contrefaite. A cet égard, le Groupe a examiné la définition de la "signature contrefaite" figurant au paragraphe 10 de l'article 5. Ce paragraphe est libellé comme suit :

"10) L'expression 'signature contrefaite' s'entend également de toute signature apposée au moyen d'un cachet, d'un symbole, d'un fac-similé, de perforations ou d'autres procédés par lesquels la signature peut être effectuée aux termes de l'article 27 qui auraient été utilisés illicitement ou sans autorisation."

40. Le Groupe de travail a estimé que l'article 22 ne devrait pas seulement s'appliquer au cas d'une signature contrefaite, telle que cette expression est définie au paragraphe 10 de l'article 5, mais également au cas d'une signature apposée par un représentant sans pouvoirs. Le Groupe a donc décidé d'ajouter à l'article 22 le paragraphe suivant :

"2) Aux fins du présent article, un endossement apposé sans pouvoirs sur un effet par une personne en qualité de représentant a les mêmes effets qu'un endossement contrefait."

41. Le Groupe de travail a estimé que le paragraphe 1 de l'article 22 s'appliquait aux situations suivantes :

a) A contrefait l'endossement de B;

b) A endosse sans pouvoirs un effet au moyen d'un cachet, d'un symbole, d'un fac-similé, de perforations ou d'autres procédés par lesquels une signature peut être effectuée aux termes de l'article 27;

c) Une personne signe de son nom sans pouvoirs en qualité de représentant.

Les cas a et b ci-dessus relèvent du paragraphe 10 de l'article 5 et le cas c du paragraphe 2 de l'article 22.

[CHAPITRE IV. — DROITS ET OBLIGATIONS]

[SECTION 1. — LES DROITS D'UN PORTEUR ET D'UN PORTEUR PROTÉGÉ]

42. Les textes des articles 23 et 24 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

"Article 23

"1) Le porteur d'un effet a tous les droits que la présente Convention lui confère contre les signataires de cet effet.

"2) Le porteur a le droit de transmettre l'effet conformément aux dispositions de l'article 13.

"Article 24

"1) Le signataire d'un effet peut opposer à un porteur qui n'est pas porteur protégé :

"a) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer en vertu de la présente Convention;

"b) Tout moyen de défense fondé sur une transaction sous-jacente intervenue entre lui et le tireur ou un porteur antérieur, ou découlant des circonstances dans lesquelles il est devenu signataire;

"c) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer pour s'exonérer de toute responsabilité contractuelle fondé sur une transaction entre lui-même et le porteur;

"d) Tout moyen de défense fondé sur l'incapacité dudit signataire d'être obligé par l'effet ou découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

"2) Les droits sur l'effet du porteur qui n'est pas porteur protégé sont subordonnés aux actions en revendication pouvant valablement être exercées sur l'effet par toute autre personne.

"3) Un signataire peut opposer au porteur qui n'est pas un porteur protégé le fait qu'un tiers a un droit sur l'effet si :

"a) Ce tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet; ou

"b) "Ce porteur a volé l'effet ou a falsifié la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol de l'effet."

43. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

Article 25

44. Le texte de l'article 25 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le signataire d'un effet ne peut opposer au porteur protégé de moyens de défense autres que les exceptions ci-après :

“a) Les exceptions prévues aux articles 27 1), 28, 29 1), 30 2) et 3), 34 2), 41 1) et 2), 43 4), 54, [55], [58], [60] et 79 de la présente Convention;

“b) Les exceptions fondées sur l’incapacité d’un tel signataire d’être obligé par l’effet;

“c) Les exceptions découlant de ce que ce signataire n’avait pas connaissance du fait qu’il s’obligeait en signant, à condition que l’ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

“2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les droits sur l’effet du porteur protégé ne sont pas subordonnés à aucune action en revendication sur l’effet de la part de qui que ce soit.

“3) Sont opposables aux droits du porteur protégé les actions en revendication ou les exceptions découlant de la transaction sous-jacente intervenue entre lui et le signataire qui exerce l’action en revendication ou qui invoque l’exception, ou découlant de manoeuvres frauduleuses par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur l’effet.

“4) La remise de l’effet par un porteur protégé a pour conséquence de transmettre à tout porteur ultérieur les droits du porteur protégé, à moins qu’un porteur ultérieur n’ait participé à une transaction qui donne naissance à une action ou à une exception relative à l’effet.”

45. Le Groupe de travail a examiné quelles exceptions pouvaient être opposées à un porteur protégé. Le Groupe de travail a été d’avis qu’il convenait de ne pas faire figurer parmi ces exceptions au paragraphe 1 a de cet article celles dont il était fait mention sur l’effet. Ainsi, en vertu du paragraphe 2 de l’article 34, le tireur peut exclure, par une stipulation expresse portée sur la lettre de change, son obligation personnelle à l’égard du porteur. Il était évident que le porteur protégé d’une telle lettre de change ne pouvait écarter une exception invoquée par le tireur à l’encontre de son obligation, mais comme cela découlait des mentions portées sur la lettre de change, il serait superflu de faire figurer cette exception au paragraphe 1 a de l’article 25.

46. Le Groupe de travail est convenu de faire figurer au paragraphe 1 a de l’article 25 les dispositions suivantes : articles 27 1), 28, 29 1), 30 2) et 3), 50, 55, 57, 60 et 79. Le Groupe de travail a adopté l’article ainsi modifié.

Articles 26, 27, 28, 29, 30, 30 bis

47. Les textes des articles 26, 27, 28, 29, 30, 30 bis examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 26

“Tout porteur est présumé être un porteur protégé, sauf preuve du contraire.”

[SECTION 2. — OBLIGATIONS DES PARTIES]

[A. — Dispositions générales]

“Article 27

“1) Sous réserve des articles 28 et 30, nul n’est obligé par un effet s’il ne l’a pas signé.

“2) Quiconque signe d’un nom qui n’est pas le sien est obligé comme s’il avait signé de son nom.

“3) La signature peut être manuscrite ou s’effectuer par facsimilé, par perforation, par symboles ou par tout autre moyen mécanique*.

“Article 28

“La contrefaçon d’une signature sur un effet n’oblige pas la personne dont la signature a été contrefaite. Cette personne est néanmoins obligée comme si elle avait elle-même signé l’effet lorsqu’elle a expressément ou implicitement accepté d’être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne.”

“Article 29

“1) En cas d’altération du texte d’un effet :

“a) Les signataires postérieurs à cette altération sont obligés par l’effet dans les termes du texte altéré;

“b) Les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original. Toutefois, le signataire qui a lui-même procédé à l’altération, qui l’a autorisée ou qui y a consenti est obligé dans les termes du texte altéré.

“2) Sauf preuve contraire, toute signature est réputée avoir été donnée après l’altération.

“3) Toute modification de l’engagement écrit porté sur l’effet, à quelque titre que ce soit, par l’un quelconque de ses signataires, est considérée comme altération.

“Article 30

“1) L’effet peut être signé par un représentant.

“2) Le nom ou la signature du représenté apposé sur un effet par un représentant qui a le pouvoir de signer oblige le représenté, et non pas le représentant.

“3) La signature du représentant apposée sur un effet par le représentant qui n’a pas le pouvoir de signer, ou qui a le pouvoir de signer, mais qui n’indique pas sur l’effet qu’il signe en qualité de représentant pour une personne dénommée, ou qui indique sur l’effet qu’il signe en qualité de représentant, mais sans nommer la personne qu’il représente, oblige ce représentant, et non pas la personne qu’il prétend représenter.

“4) La qualité de représentant de la personne apposant sa signature sur un effet est uniquement déterminée d’après les mentions portées sur l’effet.

“5) Un représentant qui est obligé en vertu du paragraphe 3 et qui paie l’effet a les mêmes droits qu’aurait eus le prétendu représenté, s’il avait lui-même payé cet effet.

*

“Article (X)

“Tout Etat contractant dont la législation exige que les signatures apposées sur un effet soient manuscrites peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l’adhésion, déclarer que la signature apposée sur un effet sur son territoire doit être manuscrite.”

"Article 30 bis

"L'ordre de payer contenu dans une lettre de change n'emporte pas de plein droit cession de la créance née du rapport extérieur à la lettre de change."

48. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

[B. — Du tireur]

Article 34

49. Le texte de l'article 34 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le tireur s'oblige, en cas de refus d'acceptation ou de refus de paiement de la lettre de change et si le protêt requis a été adressé, à payer au porteur le montant de la lettre, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

"2) Le tireur peut exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation expresse portée sur la lettre de change. Cette stipulation n'a d'effet qu'à l'égard du tireur."

50. Le Groupe de travail a examiné la question de savoir si l'engagement pris par le tireur de payer le porteur devait être étendu au paiement à un signataire de l'effet n'ayant pas la qualité de porteur. Le Groupe est convenu que l'engagement du tireur devait également être étendu à un signataire qui avait à nouveau acquis l'effet mais n'avait pas, du fait qu'il n'avait pas biffé un endossement ultérieur, la qualité de porteur au sens de l'article 13 *bis*.

51. Le Groupe de travail a donc décidé de modifier le paragraphe 1 de l'article 34 et d'ajouter après les mots "à payer au porteur" les mots "ou à tout signataire qui paie la lettre de change conformément à l'article 67". Le Groupe de travail est convenu qu'une modification analogue devait être apportée aux dispositions concernant l'engagement du souscripteur (art. 34 *bis* 1), de l'accepteur (art. 36 2) et de l'endosseur (art. 41 1).

[C. — Du souscripteur]

Article 34 bis

52. Le texte de l'article 34 *bis* examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le souscripteur s'oblige à payer au porteur le montant du billet, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

"2) Le souscripteur ne peut pas exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation portée sur le billet. Toute stipulation faite en ce sens est sans effet."

53. Le Groupe a adopté cet article sous réserve de la modification décidée à propos de l'article 34 (voir ci-dessus, par. 51).

[D. — Du tiré et de l'accepteur]

Article 36

54. Le texte de l'article 36 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le tiré n'est pas obligé par la lettre de change tant qu'il ne l'a pas acceptée.

"2) L'accepteur s'oblige à payer au porteur, ou au tireur qui a payé l'effet, le montant de la lettre de change, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68."

55. Le Groupe a adopté cet article sous réserve de la modification décidée à propos de l'article 34 (voir ci-dessus, par. 51).

Articles 37, 38 et 39

56. Les textes des articles 37, 38 et 39 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

"Article 37

"L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change et peut être exprimée :

"a) Par la signature du tiré, accompagnée du mot "accepté" ou de toute autre expression équivalente; ou

"b) Par la simple signature du tiré.

"Article 38

"1) Un effet qui satisfait aux conditions énoncées à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article premier peut être accepté par le tiré avant que le tireur ne l'ait signé ou alors qu'il demeure incomplet à d'autres égards.

"2) Une lettre de change peut être acceptée avant ou après l'échéance, ou après avoir été refusée à l'acceptation ou au paiement.

"3) Lorsqu'une lettre de change payable à un certain délai de vue ou devant être présentée à l'acceptation avant une date spécifiée est acceptée, l'accepteur doit indiquer la date de son acceptation; s'il ne le fait pas, le tireur, avant l'émission de la lettre, ou le porteur peuvent y inscrire la date de l'acceptation.

"4) Si une lettre de change payable à un certain délai de vue est refusée à l'acceptation et que le tiré l'accepte ultérieurement, le porteur est en droit d'exiger que l'acceptation soit datée du jour du refus à l'acceptation.

"Article 39

"1) L'acceptation doit être sans réserve. L'acceptation est avec réserve si elle est conditionnelle ou modifie les termes de la lettre de change.

"2) Si le tiré stipule sur la lettre de change que son acceptation est avec réserve :

"a) Il est néanmoins tenu dans les termes de son acceptation conditionnelle;

"b) La lettre est considérée comme refusée à l'acceptation, étant entendu que le porteur peut consentir à une acceptation pour une partie seulement du montant de la lettre. Dans ce cas, celle-ci est considérée comme refusée à l'acceptation pour le reste du montant.

"3) Une acceptation indiquant que le paiement sera effectué à une adresse spécifiée ou par un représentant spécifié n'est pas une acceptation avec réserve, pour autant que :

“a) Le lieu où le paiement doit être effectué ne soit pas changé; et

“b) L’effet n’ait pas été tiré payable par un autre représentant.”

57. Le Groupe a adopté ces articles sans modification.

[E. — De l’endosseur]

Article 41

58. Le texte de l’article 41 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) L’endosseur s’oblige, en cas de refus d’acceptation ou de paiement de l’effet et si le protêt requis a été dressé, à payer au porteur le montant de l’effet, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

“2) L’endosseur peut exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation expresse portée sur l’effet. Cette stipulation n’a d’effet qu’à l’égard de cet endosseur.”

59. Le Groupe a adopté cet article sous réserve que soit ajoutée au paragraphe 1 la disposition convenue à propos de l’article 34 (voir ci-dessus, par. 51).

Article 42

60. Le texte de l’article 42 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

(Variante A)

“1) Toute personne qui transmet un effet par sa simple remise est responsable, à l’égard de tout porteur ultérieur, du préjudice que ledit porteur pourrait subir du fait qu’avant la transmission :

“a) Une signature figurant sur l’effet a été contrefaite ou apposée sans autorisation;

“b) L’effet a été altéré;

“c) Un signataire pouvait valablement invoquer un droit ou une exception à son encontre;

“d) La lettre a été refusée à l’acceptation ou au paiement, ou le billet a été refusé au paiement.

“2) Le montant des dommages-intérêts payables en application du paragraphe 1 ne peut dépasser les montants prévus aux articles 67 ou 68.

“3) La responsabilité à raison de l’un des vices énumérés au paragraphe 1 n’est encourue qu’à l’égard du porteur ayant reçu l’effet sans avoir connaissance du vice en question.”

61. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

[F. — De l’avaliseur]

Article 43

62. Le texte de l’article 43 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Le paiement d’un effet, que celui-ci ait été accepté ou non, peut être garanti pour tout ou partie de

son montant pour le compte du signataire ou du tiré, par toute personne, qu’elle soit signataire ou non. L’aval peut être donné par toute personne, qu’elle soit signataire ou non.

“2) L’aval est écrit sur l’effet ou sur une allonge.

“3) L’aval est exprimé par les mots “garantie”, “aval”, “bon pour aval” ou toute autre formule équivalente, accompagnés de la signature de l’avaliseur.

“4) L’aval peut être donné par une simple signature. A moins qu’il n’apparaisse que le contexte s’y oppose :

“a) Une simple signature au recto de l’effet d’une personne autre que le tireur ou le tiré est un aval;

“b) La simple signature du tiré au recto de l’effet est une acceptation;

“c) Une simple signature au verso de l’effet, autre que celle du tiré, est un endossement.

“5) Un avaliseur peut indiquer la personne dont il s’est porté garant. A défaut de cette indication, l’aval est réputé donné pour l’accepteur ou le tiré s’il s’agit d’une lettre de change, et pour le souscripteur, s’il s’agit d’un billet à ordre.”

63. En ce qui concerne le paragraphe 1, le Groupe de travail a décidé d’ajouter à la dernière ligne de ce paragraphe le mot “déjà” entre les mots “soit” et “signataire”. Il a également décidé de supprimer dans la première phrase de ce paragraphe les mots “par toute personne, qu’elle soit signataire ou non” en faisant valoir qu’ils étaient inutiles et pouvaient susciter des erreurs d’interprétation. Le Groupe de travail a adopté cet article sous réserve de ces modifications.

Article 44

64. Le texte de l’article 44 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Sauf stipulation contraire de sa part sur l’effet, l’avaliseur est obligé par l’effet dans la même mesure que le signataire dont il s’est porté garant.

“2) Lorsque la personne pour laquelle il s’est porté garant est le tiré, l’avaliseur s’engage à payer la lettre, à l’échéance, si le tiré ne paie pas ou n’accepte pas et ne paie pas la lettre.”

65. On s’est demandé quel était le sens des mots “dans la même mesure que “figurant au paragraphe 1 et, en particulier, si ces mots devaient être interprétés comme signifiant qu’un avaliseur pouvait opposer au porteur les moyens de défense dont disposait le signataire dont il s’était porté garant. Le Groupe de travail a estimé que les mots “dans la même mesure que” devaient être interprétés comme suit :

“a) En l’absence de toute stipulation en sens contraire, l’avaliseur d’un signataire était obligé pour le montant auquel le signataire dont il s’était porté garant s’obligeait;

“b) La nature de l’obligation de l’avaliseur était la même que la nature de l’obligation du signataire dont il s’était porté garant; ainsi, l’avaliseur d’un endosseur ne

s'obligeait qu'en cas de présentation régulière et de protêt tandis que l'avaliseur d'un accepteur s'obligeait même si l'effet n'était pas présenté au paiement ou protesté;

"c) Un avaliseur avait le droit d'opposer, outre ses moyens de défense propres, ceux dont disposait le signataire dont il s'était porté garant."

66. Le Groupe de travail n'a pas accepté une proposition tendant à ce que le mot "signataire" figurant au paragraphe 1 soit remplacé par les mots "signataire qu personne" parce que le projet de Convention énonce des règles spéciales en ce qui concerne l'obligation de l'avaliseur du tiré.

67. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 44, on a fait observer qu'il existait peut-être une contradiction entre ce paragraphe et le paragraphe 3 de l'article 55, dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article 44 semblait disposer que l'obligation de l'avaliseur du tiré ne se concrétiserait que si le tiré ne payait pas ou n'acceptait pas et ne payait pas la lettre, tandis que la paragraphe 3 de l'article 55 maintenait l'obligation de l'avaliseur du tiré en cas de défaut de présentation au tiré. Le Groupe de travail a estimé que la présentation au tiré ne devrait pas être nécessaire pour obliger l'avaliseur du tiré.

68. En conséquence, le Groupe de travail a décidé de modifier le paragraphe 2 de l'article 44 comme suit :

"Lorsque la personne pour laquelle il s'est porté garant est le tiré, l'avaliseur s'engage à payer la lettre à l'échéance."

69. Le Groupe de travail a adopté l'article 44 ainsi modifié.

Article 45

70. Le texte de l'article 45 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"L'avaliseur qui paie l'effet peut invoquer les droits y afférents contre le signataire garanti et contre les signataires qui sont obligés envers ce dernier en vertu de l'effet."

71. On s'est demandé quels étaient les droits que l'avaliseur qui payait l'effet pouvait invoquer contre le signataire garanti et contre les signataires qui étaient obligés envers ce dernier en vertu de l'effet. Le Groupe a estimé que l'avaliseur devait avoir les mêmes droits au paiement découlant de l'effet que s'il était le porteur.

72. On s'est également demandé quels seraient les droits de l'avaliseur qui n'avait garanti et payé qu'une partie du montant de l'effet. On a fait observer que, dans un tel cas, le porteur qui n'avait reçu qu'un paiement partiel ne se séparerait pas de l'effet et qu'on pouvait donc se demander comment l'avaliseur pourrait alors faire valoir ses droits sur l'effet contre des signataires antérieurs. Le Groupe a prié le Secrétariat d'inclure dans l'article 71 relatif au paiement partiel une disposition s'inspirant de l'article 51 de la Convention de Genève.

[CHAPITRE V. — PRÉSENTATION, REFUS ET RECOURS]

[SECTION 1. — PRÉSENTATION À L'ACCEPTATION]

Article 46

73. Le texte de l'article 46 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Une lettre de change peut être présentée à l'acceptation.

"2) Une lettre de change doit être présentée à l'acceptation :

"a) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre qu'elle doit être présentée à l'acceptation; ou

"b) Lorsque la lettre est tirée à un certain délai de vue; ou

"c) Lorsque la lettre est payable en un lieu autre que celui de la résidence ou de l'établissement du tiré, sauf s'il s'agit d'une lettre payable à vue."

74. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 47

75. Le texte de l'article 47 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le tireur peut stipuler sur la lettre que celle-ci ne doit pas être présentée à l'acceptation ou qu'elle ne doit pas l'être avant un terme déterminé ou avant la survenance d'un événement déterminé.

"2) Si la lettre de change a été présentée à l'acceptation malgré la stipulation en sens contraire autorisée au paragraphe 1 et que l'acceptation est refusée, aucun recours ne peut être exercé faute d'acceptation.

"3) L'acceptation donnée par le tiré malgré la stipulation interdisant la présentation à l'acceptation produit ses effets."

76. On a fait observer que l'article 47, dans la mesure où il autorisait le tireur à stipuler sur la lettre de change que celle-ci ne devait pas être présentée à l'acceptation, pouvait susciter des difficultés d'interprétation. En particulier, il n'apparaissait pas immédiatement si le tireur avait le droit de stipuler une telle interdiction sur une lettre de change qui, en vertu de l'article 46, devait être présentée à l'acceptation.

77. L'opinion a été que le tireur devait également avoir cette faculté en ce qui concerne une lettre payable à un certain délai de vue ou payable ailleurs qu'à la résidence ou à l'établissement du tiré. On a estimé que l'objet de l'interdiction prévue à l'article 47 était de permettre au tireur d'exclure ou de limiter son obligation personnelle en cas de non-acceptation d'une lettre de change par le tiré. En conséquence, le Groupe a décidé d'ajouter au début du paragraphe 1 les mots : "Nonobstant les dispositions de l'article 46".

Articles 47 bis et 48

78. Le texte de l'article 47 bis examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) La présentation à l'acceptation doit être faite au tiré par le porteur ou le tireur ou au nom du porteur ou du tireur.

"2) La lettre tirée sur plusieurs personnes peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de la lettre n'en dispose autrement.

"3) La présentation à l'acceptation peut être faite à une personne ou à une autorité autre que le tiré, si cette personne ou autorité a qualité pour accepter en vertu de la loi applicable."

79. Le Groupe de travail, après avoir procédé à un échange de vues, a estimé que l'expression "présentation à l'acceptation" telle qu'elle était utilisée dans le projet de Convention devait être interprétée comme un acte produisant des effets juridiques en vertu de la Convention. En conséquence, la présentation à l'acceptation par le tireur, bien qu'elle se produise souvent dans la pratique, ne pouvait être considérée comme une présentation à l'acceptation en vertu de la Convention. Le Groupe a donc décidé de supprimer les mots "ou le tireur" figurant entre les mots "le porteur" et "ou au nom" ainsi que les mots "ou du tireur" figurant à la fin du paragraphe 1.

80. Le Groupe de travail a adopté quant au fond l'article 47 bis ainsi modifié et a décidé de l'incorporer à l'article 48 de façon que les dispositions de l'article 47 bis fassent partie de la notion de présentation régulière.

81. Le texte de l'article 48 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"La présentation d'une lettre de change à l'acceptation se fait selon les règles suivantes :

"a) Le porteur doit présenter la lettre au tiré, un jour ouvrable, à une heure raisonnable. Si la lettre indique un lieu d'acceptation, la présentation doit être faite en ce lieu;

"b) Si la lettre est payable à jour fixe, la présentation à l'acceptation doit être faite au plus tard le jour de l'échéance;

"c) La lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue doit être présentée à l'acceptation dans un délai d'un an à compter de sa date;

"d) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre une date ou un délai pour la présentation à l'acceptation, la lettre doit être présentée à cette date ou dans ce délai."

82. Le Groupe de travail a décidé que cet article doit être modifié selon mention faite à l'alinéa 80 ci-dessus.

83. Le Groupe de travail a examiné le texte révisé suivant qui, conformément à une décision qu'il avait prise (voir par. 80 ci-dessus), reprenait les dispositions des articles 47 bis et 48 :

"La présentation d'une lettre de change à l'acceptation se fait selon les règles suivantes :

"a) Le porteur doit présenter la lettre au tiré, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;

"b) La lettre tirée sur plusieurs personnes peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de la lettre n'en dispose autrement;

"c) La lettre peut être présentée à une personne ou à une autorité autre que le tiré si cette personne ou autorité est habilitée, en vertu du droit applicable, à accepter la lettre;

"d) Si la lettre est payable à jour fixe, la présentation à l'acceptation doit être faite au plus tard le jour de l'échéance;

"e) La lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue doit être présentée à l'acceptation dans un délai d'un an à compter de sa date;

"f) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre une date ou un délai pour la présentation à l'acceptation, la lettre doit être présentée à cette date ou dans ce délai."

84. Le Groupe de travail, après avoir procédé à un échange de vues, a adopté ce texte sans modification.

85. Deux représentants ont fait observer que le projet de Convention devait indiquer clairement qu'une lettre de change pouvait également être présentée à l'acceptation par une personne autre que le porteur qui l'avait en sa possession et qui agissait pour le compte du porteur. En revanche, la présentation au paiement ne devait être faite que par le porteur. La différence eu égard à ces deux types de présentation entraînerait le résultat suivant : si une personne autre que le porteur présentait une lettre de change au paiement, le paiement effectué par l'accepteur à cette personne ne constituerait pas un paiement régulier et le refus de payer opposé par l'accepteur n'équivaudrait donc pas à un refus de la lettre de change. Néanmoins, si une lettre était présentée à l'acceptation par une personne agissant pour le compte du porteur, il y aurait refus d'acceptation si le tiré refusait d'accepter cette lettre.

Article 49

86. Le texte de l'article 49 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"L'obligation de présenter la lettre à l'acceptation cesse :

"a) Si le tiré est décédé ou n'a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité d'être obligée par l'effet en tant qu'accepteur ou si le tiré est une société, une association ou autre personne morale qui a cessé d'exister;

"b) Lorsque, avec toute la diligence raisonnable, il est impossible d'effectuer la présentation dans le délai prescrit."

87. Le Groupe a adopté l'article sans modification. Il a prié le Secrétariat de préciser dans le commentaire que l'application de cet article n'était pas limitée aux lettres de change qui, en vertu du paragraphe 2 de l'article 46, devaient être présentées à l'acceptation.

Article 50

88. Le texte de l'article 50 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"A défaut de présentation à l'acceptation d'une lettre de change qui doit être présentée, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par la lettre."

89. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 51

90. Le texte de l'article 51 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) L'acceptation est réputée refusée :

"a) Lorsque, sur présentation régulière, le tiré refuse expressément d'accepter la lettre, ou lorsque l'acceptation ne peut être obtenue avec une diligence raisonnable, ou lorsque le porteur ne peut obtenir l'acceptation à laquelle il a droit en vertu de la présente Convention;

"b) S'il y a dispense de présentation à l'acceptation conformément à l'article 49, à moins que la lettre ne soit effectivement acceptée.

"2) En cas de refus d'acceptation, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l'article 57, exercer immédiatement son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs."

91. Le Groupe de travail a examiné la question de savoir si le porteur d'une lettre de change avait un droit de recours immédiat contre l'avaliseur du tiré et s'il était nécessaire que le porteur ait dressé protêt avant de pouvoir exercer son droit de recours. Le Groupe a estimé que le porteur devrait avoir ce droit de recours immédiat et que le protêt n'était pas nécessaire pour préserver ses droits contre l'avaliseur du tiré.

92. En conséquence, le Groupe de travail a modifié le paragraphe 2 de l'article 51 comme suit :

"2) En cas de refus d'acceptation, le porteur peut :

"a) Sous réserve des dispositions de l'article 57, exercer immédiatement son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs.

"b) Exercer immédiatement son droit de recours contre l'avaliseur du tiré."

93. Le Groupe de travail a adopté l'article 51 ainsi modifié.

[SECTION 2. — PRÉSENTATION AU PAIEMENT]

Article 53

94. Le texte de l'article 53 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"La présentation d'un effet au paiement se fait selon les règles suivantes :

"a) Le porteur doit présenter l'effet au tiré, à l'accepteur ou au souscripteur, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;

"b) La lettre de change tirée sur plusieurs personnes ou acceptée par plusieurs personnes, ou le billet à ordre souscrit par plusieurs personnes, peut être présenté à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de l'effet n'en dispose autrement;

"c) En cas de décès du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, l'effet doit être présenté aux personnes qui, en vertu de la loi applicable, sont ses héritiers ou les personnes habilitées à administrer sa succession;

"d) La présentation au paiement peut se faire à une personne ou une autorité autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur si cette personne ou cette autorité est habilitée en vertu de la loi applicable à payer l'effet;

"e) L'effet qui n'est pas payable à vue doit être présenté au paiement à l'échéance ou le premier jour ouvrable qui suit;

"f) L'effet qui est payable à vue doit être présenté au paiement dans le délai d'un an à compter de sa date;

"g) Un effet doit être présenté au paiement :

"i) Au lieu indiqué dans l'effet;

"ii) A défaut de cette indication, à l'adresse du tiré de l'accepteur ou du souscripteur indiquée dans l'effet;

"iii) A défaut d'indication du lieu de paiement et de l'adresse du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, au principal établissement ou à la résidence habituelle du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur."

95. On a soulevé la question de la compatibilité de l'alinéa a, qui prescrit que l'effet doit être présenté au tiré, à l'accepteur ou au souscripteur, avec l'alinéa g, i, qui prescrit que la présentation doit être faite au lieu indiqué dans l'effet, si celui-ci contient une telle indication. On a fait observer que le lieu où le tiré, l'accepteur ou le souscripteur pouvaient se trouver n'était pas nécessairement celui où l'effet devait être présenté au paiement. Le Groupe, après un échange de vues, a estimé qu'il n'y avait pas nécessairement contradiction entre les deux dispositions étant donné que, dans le cas d'une lettre de change ou d'un billet à ordre domiciliés, la banque effectuant le paiement serait un agent du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur.

96. Le Groupe de travail a adopté l'article sans modification.

Article 54

97. Le texte de l'article 54 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le retard dans la présentation au paiement est excusable s'il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, l'effet doit être présenté avec toute la diligence raisonnable.

"2) L'obligation de présenter l'effet au paiement cesse :

“a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement de cette présentation; cette dispense :

“i) Si elle est donnée sur l’effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l’égard de tout porteur;

“ii) Si elle est donnée sur l’effet par un signataire autre que le tireur, n’oblige que son auteur mais vaut à l’égard de tout porteur;

“iii) Si elle est donnée en dehors de l’effet, n’oblige que son auteur et ne vaut qu’à l’égard d’un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

“b) Si l’effet n’étant pas payable à vue, la cause du retard persiste plus 30 jours après l’échéance;

“c) Si l’effet étant payable à vue, la cause du retard persiste plus de 30 jours après l’expiration du délai prescrit pour la présentation au paiement;

“d) Si le tiré, le souscripteur ou l’accepteur est décédé ou n’a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n’a pas la capacité de payer l’effet ou si le tiré, le souscripteur ou l’accepteur est une société, une association ou autre personne morale qui a cessé d’exister;

“e) [Voir nouveau paragraphe 3 ci-dessous];

“f) (Supprimé)

“g) S’il n’existe aucun lieu où l’effet doit être présenté conformément à l’article 53 g;

“3) L’obligation de présenter l’effet au paiement cesse également, en ce qui concerne la lettre de change, s’il a été dressé protêt faute d’acceptation.”

98. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification. Deux représentants ont réservé leur position au sujet de l’alinéa a du paragraphe 2 de cet article en faisant valoir qu’à leur avis la possibilité d’une dispense tacite de présentation donnée sur l’effet qu’offrait cette disposition était inacceptable.

Article 55

99. Le texte de l’article 55 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) A défaut de présentation régulière au paiement, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par la lettre de change;

“2) A défaut de présentation régulière au paiement, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par le billet à ordre;

“3) Le défaut de présentation d’un effet au paiement ne libère pas l’accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs ou l’avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l’effet.”

100. On a soulevé la question de savoir si la présentation au paiement à l’avaliseur du tiré était une condition à laquelle serait surbordonnée l’obligation des signataires obligés à titre secondaire. Le Groupe de travail a estimé que le défaut de présentation de la lettre de change à l’avaliseur du tiré ne privait pas le porteur de son droit de

recours contre les signataires obligés à titre secondaire, étant donné que par présentation au paiement on entend la présentation au tiré ou à l’accepteur et non pas la présentation à l’avaliseur du tiré. L’engagement pris par les signataires obligés à titre secondaire était de payer le porteur si la lettre de change était présentée au tiré ou à l’accepteur et le paiement était refusé. Ils ne s’étaient pas engagés à ce que la lettre de change puisse être présentée à l’avaliseur du tiré si le tiré ne l’avait ni acceptée ni payée.

101. Le Groupe de travail a adopté l’article 55 sans modification.

Article 56

102. Le texte de l’article 56 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Il y a refus de paiement :

“a) Lorsque le paiement est refusé à la présentation régulière ou lorsque le porteur ne peut obtenir le paiement auquel il a droit en vertu de la présente Convention.

“b) (Supprimé)

“c) S’il y a dispense de présentation au paiement conformément au paragraphe 2 de l’article 54 et que l’effet demeure impayé après l’échéance.

“2) En cas de refus de paiement de la lettre de change, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l’article 57, exercer son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs.

“3) En cas de refus de paiement du billet à ordre, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l’article 57, exercer son droit de recours contre les endosseurs et leurs avaliseurs.”

103. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

104. Un représentant a exprimé l’opinion que le défaut de paiement équivalait à un refus de l’effet et qu’en conséquence il devait y avoir un droit de recours immédiat en cas d’insolvabilité ou de faillite du débiteur. A cet égard, on s’est référé à l’article 43 de la loi uniforme de Genève concernant la lettre de change et le billet à ordre en vertu duquel le porteur pouvait exercer un droit de recours immédiat contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés dans les cas de faillite du tiré ou de l’accepteur ainsi que dans ceux de faillite du tireur d’une lettre non acceptable. De l’avis de ce représentant, une telle disposition serait souhaitable dans la mesure où elle protégerait le porteur.

[SECTION 3. — RECOURS]

Articles 57, 58, 59 et 60

105. Les textes des articles 57, 58, 59 et 60 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 57

“En cas de refus d’acceptation ou de paiement d’un effet, le porteur ne peut exercer son droit de recours que lorsque l’effet a été régulièrement protesté, conformément aux dispositions des articles 58 à 61.

"Article 58"

"1) Le protêt est une constatation du refus d'acceptation ou de paiement, établie au lieu où l'effet a été refusé, signée et datée par une personne habilitée par la loi de ce lieu. Il indique :

"a) Le nom de la personne à la requête de laquelle l'effet est protesté;

"b) Le lieu de protêt;

"c) La demande faite et, le cas échéant, la réponse donnée ou le fait que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur n'a pu être localisé.

"2) Le protêt peut être :

"a) Porté sur l'effet lui-même ou sur une allonge; ou

"b) Etabli sous forme de document indépendant, auquel cas il doit clairement identifier l'effet qui en fait l'objet.

"3) A moins que l'effet ne stipule qu'un protêt doit être dressé, le protêt peut être remplacé par une déclaration écrite sur l'effet, signée et datée par le tiré, l'accepteur, le souscripteur ou, en cas de domiciliation, par le domiciliataire, et constatant le refus d'acceptation ou de paiement.

"4) Une déclaration faite conformément au paragraphe 3 est réputée constituer un protêt aux fins de la présente Convention.

"Article 59"

"1) Le protêt faute d'acceptation d'une lettre de change doit être dressé le jour où l'acceptation est refusée ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.

"2) Le protêt faute de paiement d'un effet doit être dressé le jour où le paiement est refusé ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.

"Article 60"

"1) Si une lettre de change qui doit être protestée pour défaut d'acceptation ou de paiement n'est pas régulièrement protestée, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu de la lettre.

"2) Si un billet à ordre qui doit être protesté pour défaut de paiement n'est pas régulièrement protesté, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu du billet.

"3) Le défaut de protêt ne libère pas l'accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs ou l'avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l'effet."

106. Le Groupe a adopté ces articles sans modification.

Article 61

107. Le texte de l'article 61 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le retard dans la confection du protêt est excusable s'il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter

ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, le protêt doit être dressé avec toute la diligence raisonnable.

"2) L'obligation de dresser protêt faute d'acceptation ou de paiement cesse :

"a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement du protêt; cette dispense :

"i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l'égard de tout porteur;

"ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;

"iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard d'un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

"b) Si la cause du retard persiste plus de 30 jours après la date du refus;

"c) En ce qui concerne le tireur d'une lettre de change, lorsque le tireur et le tiré ou l'accepteur sont la même personne;

"d) (Supprimé)

"e) En cas de dispense de présentation à l'acceptation ou au paiement conformément aux articles 49 2 ou 54 2;

"f) Si la personne qui demande le paiement en vertu de l'article 80 ne peut faire dresser protêt, en raison de l'impossibilité de satisfaire aux exigences de l'article 83."

108. Le Groupe de travail a adopté cet article sous réserve du remplacement à l'alinéa e du paragraphe 2 de la référence à l'article 49 2 par une référence à l'article 49.

109. Deux représentants ont réservé leur position au sujet de l'alinéa a du paragraphe 2 en faisant valoir qu'à leur avis la possibilité qu'offrait cette disposition d'une dispense tacite du protêt donnée sur l'effet était inacceptable.

Articles 62, 63, 64, 65, 66 et 66 bis

110. Les textes des articles 62, 63, 64, 65, 66 et 66 bis examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

"Article 62"

"1) Lorsqu'une lettre de change est refusée à l'acceptation ou au paiement, le porteur doit dûment donner avis du refus au tireur, aux endosseurs et à leurs avaliseurs.

"2) Lorsqu'un billet à ordre est refusé au paiement le porteur doit dûment donner avis du refus aux endosseurs et à leurs avaliseurs.

"3) Un endosseur ou un avaliseur qui a reçu notification du refus doit en donner avis au signataire obligé qui le précède immédiatement.

"4) L'avis de refus produit effet à l'égard de tous les signataires qui ont, en vertu de la lettre ou du billet, un droit de recours contre le signataire notifié.

“Article 63

“1) L’avis du refus d’acceptation ou de paiement n’est soumis à aucune condition de forme mais il doit identifier l’effet et indiquer que celui-ci a été refusé. Le renvoi de l’effet suffit, pourvu que celui-ci soit accompagné d’une déclaration indiquant qu’il a été refusé.

“2) L’avis du refus d’acceptation ou de paiement est réputé avoir été régulièrement donné s’il est communiqué ou envoyé à la personne à laquelle le refus doit être notifié par un moyen approprié aux circonstances, que cette personne l’ait reçu ou non.

“3) Il incombe à la personne qui est tenue de donner avis de prouver qu’elle l’a dûment fait.

“Article 64

“L’avis du refus d’acceptation ou de paiement doit être donné dans les deux jours ouvrables qui suivent

“a) Le jour du protêt ou, en cas de dispense de protêt, le jour du refus d’acceptation ou de paiement;

“b) La réception de l’avis donné par un autre signataire.

“Article 65

“1) Le retard dans la communication de l’avis est excusable s’il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Quand la cause du retard cesse d’exister, l’avis doit être donné avec toute la diligence raisonnable.

“2) L’obligation de donner avis cesse :

“a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement de cet avis; cette dispense :

“i) Si elle est donnée sur l’effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l’égard de tout porteur;

“ii) Si elle est donnée sur l’effet par un signataire autre que le tireur, n’oblige que son auteur mais vaut à l’égard de tout porteur;

“iii) Si elle est donnée en dehors de l’effet, n’oblige que son auteur et ne vaut qu’à l’égard d’un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

“b) Si avec toute la diligence raisonnable, l’avis ne peut être donné;

“c) En ce qui concerne le tireur d’un billet à ordre, si le tireur et le tiré ou l’accepteur sont la même personne;

“d) (Supprimé).

“Article 66

“Le fait de ne pas donner dûment avis du refus d’acceptation ou de paiement rend la personne qui est tenue en vertu de l’article 62 de donner cet avis à un signataire en droit de le recevoir responsable du préjudice que ledit signataire peut subir directement de ce fait, sans que le montant total des dommages-intérêts puisse dépasser le montant dû en vertu de articles 67 ou 68.

“Article 66 bis

“Le porteur peut exercer ses droits découlant de l’effet contre l’un quelconque des signataires obligés en vertu de l’effet, ou contre plusieurs ou contre tous, sans être tenu d’observer l’ordre dans lequel les signataires se sont obligés.”

111. Le Groupe a adopté ces articles sans modification.

Article 67

112. Le texte de l’article 67 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Le porteur peut réclamer à tout obligé :

“a) A l’échéance : le montant de l’effet avec intérêt, si un intérêt a été stipulé;

“b) Après l’échéance :

“i) Le montant de l’effet avec intérêt, si un intérêt a été stipulé, jusqu’à la date de l’échéance;

“ii) S’il a été stipulé un intérêt après l’échéance, l’intérêt au taux stipulé, ou, en l’absence d’une telle stipulation, l’intérêt au taux spécifié au paragraphe 2, calculé sur le montant spécifié à l’alinéa précédent, à partir de la date de l’échéance;

“iii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur;

“c) Avant l’échéance :

“i) Le montant de la lettre de change avec intérêt, si un intérêt a été stipulé, jusqu’à la date du paiement, déduction faite d’un escompte pour la période allant de la date du paiement à celle de l’échéance, calculé conformément au paragraphe 3;

“ii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur.

“2) Le taux annuel d’intérêt est de [2] p. 100 supérieur au taux officiel (taux bancaire) ou à tout autre taux approprié analogue en vigueur sur la principale place du pays où l’effet est payable à l’échéance ou, à défaut d’un tel taux, au taux annuel de [], calculé sur la base du nombre de jours écoulés conformément aux usages de cette place.

“3) L’escompte est calculé au taux officiel (taux d’escompte) ou tout autre taux approprié analogue en vigueur à la date du recours au lieu où le porteur a son principal établissement ou, s’il n’y a pas d’établissement, sa résidence habituelle, ou, à défaut d’un tel taux, au taux annuel de [], calculé sur la base du nombre de jours écoulés et conformément aux usages de cette place.”

113. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification. Le Groupe s’est accordé à reconnaître que le soin de fixer le taux d’intérêt mentionné au paragraphe 2 et le taux d’escompte mentionné au paragraphe 3 devait être laissé à la Conférence de plénipotentiaires qui sera convoquée en vue de conclure la Convention.

Article 68

114. Le texte de l'article 68 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Celui qui a payé l'effet conformément à l'article 67 peut réclamer aux signataires obligés envers lui :

"a) L'intégralité de la somme qu'il a été tenu de payer conformément à l'article 67 et qu'il a effectivement payée;

"b) Les intérêts de ladite somme au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 67, à partir de la date où il a effectué le paiement;

"c) Les frais des avis qu'il a donnés.

"2) Nonobstant le paragraphe 4 de l'article 25, si un signataire paie l'effet conformément à l'article 67 et si l'effet lui est remis, ce transfert ne confère pas au signataire les droits qu'un porteur protégé précédent a pu avoir sur l'effet."

115. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

[CHAPITRE VI. — LIBÉRATION]

[SECTION 1. — GÉNÉRALITÉS]

[SECTION 2. — PAIEMENT]

Article 70

116. Le texte de l'article 70 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Un signataire est libéré de ses obligations en vertu de l'effet quand il paie au porteur ou à un signataire subséquent le montant dû conformément aux articles 67 et 68 :

"a) A l'échéance ou après l'échéance; ou

"b) Avant l'échéance, après refus d'acceptation.

"2) Le paiement effectué avant l'échéance dans des conditions autres que celles stipulées à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article ne libère pas le signataire qui fait ce paiement de ses obligations en vertu de l'effet, sauf à l'égard de la personne qui a reçu le paiement.

"3) Un signataire n'est pas libéré de ses obligations s'il sait, au moment où il paie, qu'un tiers a fait valoir un droit sur l'effet ou que le porteur a volé l'effet ou a falsifié la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la falsification.

"4) a) Celui qui reçoit le paiement d'un effet conformément au paragraphe 1 du présent article doit, sauf convention contraire, remettre à la personne qui effectue le paiement l'effet, tout protêt et un compte acquitté;

"b) Celui à qui le paiement est demandé peut différer ce paiement si la personne qui le demande ne lui remet pas l'effet. Le fait de différer le paiement dans ces conditions ne constitue pas un refus de paiement;

"c) Si le paiement est effectué et si le payeur n'obtient pas l'effet, le payeur est libéré de ses obligations mais cela ne constitue pas une exception opposable à un porteur protégé."

117. S'agissant du paragraphe 1, le Groupe de travail a été d'avis qu'un signataire n'était pas libéré de ses obligations en vertu de l'effet quand il payait le montant dû à un signataire subséquent qui n'était pas le porteur ou qui n'avait pas payé l'effet conformément aux articles 67 et 68. Le Groupe a donc décidé d'insérer après les mots "ou à un signataire subséquent" les mots "qui a payé l'effet et est en possession dudit effet".

118. Le Groupe de travail a adopté le paragraphe 2 sans modification.

119. En ce qui concerne le paragraphe 3, on a fait observer qu'aux termes de ce paragraphe un signataire qui avait effectué le paiement à un porteur protégé n'était pas libéré de ses obligations si un tiers avait réclamé l'effet à ce porteur et que donc ce signataire ne pouvait opposer à ce porteur le fait qu'un tiers invoquait un droit sur l'effet *jus tertii*. Par ailleurs, il ressortait du paragraphe 3 de l'article 24 qu'un tel moyen de défense pouvait être opposé à un porteur protégé. Il a donc été proposé de supprimer au paragraphe 3 de l'article 24 les mots "qui n'est pas un porteur protégé" et de les insérer dans un autre article, par exemple dans l'article 25.

120. Le Groupe de travail après en avoir délibéré a été d'avis qu'il convenait de remanier le paragraphe 3 de l'article 70 de façon qu'un signataire qui a effectué le paiement à un porteur qui n'était pas un porteur protégé ne soit pas libéré de ses obligations s'il peut opposer le fait qu'un tiers a un droit sur l'effet.

121. Le Groupe de travail a adopté le texte suivant du paragraphe 3 de l'article 70 :

"3) Un signataire n'est pas libéré de ses obligations s'il paie un porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait, au moment du paiement, qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet ou que le porteur a volé l'effet ou a contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la contrefaçon."

122. Le paragraphe 4 de l'article 70 a été adopté sans modification.

Article 71

123. Le texte de l'article 71 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le porteur n'est pas tenu d'accepter un paiement partiel.

"2) Si le porteur n'accepte pas un paiement partiel, il y a refus de paiement.

"3) Si le porteur accepte un paiement partiel du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur :

"a) L'accepteur ou le souscripteur est libéré de ses obligations à concurrence du montant payé;

"b) Il y a refus de paiement pour le surplus.

"4) Le tiré, l'accepteur ou le souscripteur qui fait un paiement partiel peut exiger que mention en soit faite sur l'effet et que quittance lui en soit donnée.

"5) En cas de paiement partiel, le signataire qui paie le solde est libéré. Dans ce cas, la personne qui reçoit le paiement doit remettre à celui qui l'effectue l'effet acquitté et tout protêt."

124. Le Groupe de travail a adopté les paragraphes 1, 2 et 3 de cet article sans modification.

125. Pour ce qui est du paragraphe 4, le Groupe de travail a décidé de remplacer les mots "l'accepteur ou le souscripteur" par les mots "un signataire" de façon que le paragraphe s'applique également à un endosseur qui fait un paiement partiel. Le Groupe de travail a également décidé d'ajouter au paragraphe 4 l'alinéa *b* suivant :

"Le porteur qui accepte un paiement partiel doit remettre au tiré ou au signataire qui l'effectue une copie certifiée conforme de l'effet, afin qu'un recours puisse être exercé ultérieurement."

126. Les textes suivants des paragraphes 4, 5 et 6 rédigés de nouveau par le Secrétariat ont été examinés par le Groupe de travail.

"4) Si le porteur accepte un paiement partiel d'un signataire de l'effet autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur :

"a) La personne qui effectue le paiement est libérée de ses obligations à concurrence du montant payé;

"b) Le porteur doit donner à ladite personne une copie certifiée conforme de l'effet, et de tout protêt authentique, afin qu'un recours puisse être exercé ultérieurement.

"5) Le tiré ou le signataire qui effectue un paiement partiel peut exiger que mention en soit faite sur l'effet et que quittance lui en soit donnée.

"6) Lorsqu'un signataire paie le solde, la personne recevant le paiement qui est en possession de l'effet doit lui remettre l'effet acquitté et tout protêt authentique."

127. Le Groupe de travail, après délibération, a adopté ces paragraphes.

Article 72

128. Le texte de l'article 72 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le porteur peut refuser de recevoir le paiement en un lieu autre que celui où l'effet a été dûment présenté au paiement conformément à l'alinéa *g* de l'article 53.

"2) Si tel est le cas et si le paiement n'est pas effectué au lieu où l'effet a été dûment présenté au paiement conformément à l'alinéa *g* de l'article 53, on considère qu'il y a refus de paiement."

129. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 74

130. Le texte de l'article 74 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) L'effet doit être payé dans la monnaie dans laquelle il est libellé.

"2) Le tireur ou le souscripteur peuvent indiquer sur l'effet que le paiement doit être effectué dans une monnaie spécifiée autre que la monnaie dans laquelle l'effet est libellé, auquel cas :

"a) L'effet doit être payé dans la monnaie spécifiée.

"b) La somme à payer doit être calculée d'après le taux de change indiqué sur l'effet. A défaut d'une telle indication, la somme à payer doit être calculée d'après le taux de change pour les effets à vue à la date de l'échéance :

"i) En vigueur au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa *g* de l'article 53, si la monnaie spécifiée est celle de ce lieu (monnaie locale); ou

"ii) Fixé conformément aux usages du lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa *g* de l'article 53, si la monnaie spécifiée n'est pas celle dudit lieu.

"c) S'il y a refus d'acceptation, la somme à payer doit être calculée :

"i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;

"ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date du refus d'acceptation ou à la date du paiement effectif.

"d) S'il y a refus de paiement, la somme à payer doit être calculée :

"i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;

"ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date de l'échéance ou à la date du paiement effectif.

"3) Aucune disposition du présent article n'interdit à un tribunal d'accorder des dommages-intérêts en cas de perte subie par un porteur par suite de fluctuations des taux de change si cette perte résulte d'un refus d'acceptation ou de paiement.

"4) Le taux de change en vigueur à une date déterminée est le taux de change en vigueur, au choix du porteur, au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa *g* de l'article 53 ou au lieu de paiement effectif."

131. Le Groupe de travail a adopté cet article sans modification.

132. Eu égard à la modification éventuelle de cet article de façon qu'il couvre également les effets tirés ou souscrits en unités de compte [voir A/CN.9/178, par. 37 et 38], le Groupe de travail a noté que le Groupe d'étude sur les paiements internationaux, qui devait examiner cette question, ne s'était pas encore réuni depuis la huitième session du Groupe de travail et que les vues du Groupe d'étude lui seraient soumises à sa prochaine session.

Article 74 bis

133. Le texte de l'article 74 *bis* examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un Etat contractant d'appliquer les règles concernant le contrôle des changes en vigueur sur son ter-

ritoire, y compris les règles qu'il est tenu de respecter en vertu des accords internationaux auxquels il est partie."

134. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 78

135. Le texte de l'article 78 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Lorsqu'un signataire est libéré de la totalité ou d'une partie de ses obligations en vertu de l'effet, tout signataire qui a un recours contre lui est libéré de ses obligations dans la même mesure;

"2) Lorsque le tiré règle au porteur la totalité ou une partie du montant d'une lettre de change, tous les signataires de ladite lettre sont libérés de leurs obligations dans la même mesure."

136. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 79

137. Le texte de l'article 79 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le droit d'action découlant d'un effet ne peut plus être exercé après l'expiration d'un délai de quatre ans :

"a) Contre l'accepteur, le souscripteur ou leur avaliseur, à compter de la date de l'échéance;

"b) Contre le tireur, l'endosseur ou leur avaliseur, à compter de la date du protêt en cas de refus ou, en cas de dispense de protêt, à compter de la date du refus.

"2) a) Si un signataire a payé l'effet conformément à l'article 67 ou 68 dans l'année qui précède l'expiration du délai visé au paragraphe 1 du présent article, ledit signataire peut exercer son droit d'action contre un signataire obligé envers lui dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a payé l'effet.

"b) (Ajouter un alinéa au sujet d'un signataire qui paie ultérieurement.)"

138. S'agissant du paragraphe 1, le Groupe de travail a été d'avis que le délai de prescription prévu dans cet article devrait également courir pour l'avaliseur du tiré. Le Groupe de travail a donc décidé de modifier le paragraphe 1 a comme suit :

"1) a) Contre l'accepteur, le souscripteur ou leur avaliseur, ou l'avaliseur du tiré, à compter de la date de l'échéance."

139. Le Groupe de travail a adopté le paragraphe 2 a sans modification.

140. Quant au paragraphe 2 b, on a fait observer que l'alinéa a ne prévoyait que le cas où le signataire avait payé l'effet dans l'année qui précède l'expiration du délai de prescription visé au paragraphe 1. Il y aurait donc lieu d'ajouter au paragraphe 2 un alinéa concernant le cas où un signataire aurait payé l'effet après l'expiration de ce délai.

141. Le Groupe de travail a examiné la question de savoir s'il convenait de prévoir une disposition distincte

relative au délai de prescription des droits d'action que le projet de Convention attribuait, dans certains cas, à un signataire ayant subi un préjudice ou un dommage (art. 22, 42, 66 et 81). Une des vues exprimées a été qu'il y aurait lieu de laisser à la législation nationale applicable le soin de réglementer le délai de prescription pour ces actions. Selon une autre vue, il faudrait d'abord examiner s'il n'y avait pas incompatibilité entre le délai de prescription prévu à l'article 79 s'agissant des actions découlant de l'effet et le délai de prescription des actions découlant de causes autres qu'un effet mais liées à celui-ci. Le Groupe a prié le Secrétariat d'examiner cette question et il a décidé que, s'il n'y avait pas d'incompatibilité, il ne conviendrait pas d'inclure une disposition supplémentaire dans le projet de Convention.

Article 80

142. Le texte de l'article 80 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) En cas de perte par suite de destruction, de vol ou de toute autre manière, la personne ayant perdu l'effet a, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le même droit au paiement que si elle en avait eu possession et le signataire auquel le paiement est demandé ne peut exciper du fait que la personne demandant le paiement de l'effet n'en a pas la possession.

"2) a) La personne qui demande le paiement d'un effet perdu doit présenter au signataire auquel elle demande le paiement une copie dudit effet ou lui indiquer par écrit :

"i) Les éléments de l'effet perdu correspondant aux prescriptions des paragraphes 2 ou 3 de l'article premier;

"ii) Les faits attestant qu'elle aurait eu le droit de recevoir le paiement dudit signataire si elle avait eu possession de l'effet;

"iii) Les circonstances qui empêchent la production de l'effet.

"b) Le signataire auquel le paiement d'un effet perdu est demandé peut exiger de la personne qui demande le paiement de constituer une sûreté pour le garantir du préjudice qu'il pourrait subir du fait du paiement ultérieur de l'effet perdu.

"c) La nature et les modalités de la sûreté doivent être déterminées d'un commun accord entre la personne qui demande le paiement et le signataire auquel le paiement est demandé. A défaut d'accord, le tribunal peut déterminer si une sûreté est requise et, dans l'affirmative, en définir la nature et les modalités.

"d) Si une sûreté ne peut être donnée, le tribunal peut ordonner au signataire auquel le paiement est demandé de consigner le montant de l'effet perdu, ainsi que tous les intérêts et frais pouvant être réclamés en vertu des articles 67 ou 68, auprès du tribunal ou de toute autre autorité ou institution compétente et fixer la durée de la consignation. Celle-ci vaudra paiement à la personne qui l'a demandé."

143. Le Groupe de travail a adopté le paragraphe 1 de cet article sans modification.

144. En ce qui concerne l'alinéa *a* du paragraphe 2, le Groupe de travail a estimé qu'il conviendrait de la modifier afin de préciser que pour satisfaire à l'obligation de présenter par écrit les éléments de l'effet perdu, la personne qui demande le paiement peut présenter une copie de l'effet. En conséquence, le Groupe de travail a modifié comme suit le sous-alinéa *i* de l'alinéa *a* du paragraphe 2 :

"2) *a*) La personne qui demande le paiement d'un effet perdu doit indiquer par écrit au signataire auquel elle demande le paiement :

"*i*) Les éléments de l'effet perdu correspondant aux prescriptions des paragraphes 2 ou 3 de l'article premier; à cette fin, la personne qui demande le paiement de l'effet perdu peut présenter au signataire une copie dudit effet."

145. Le Groupe de travail a adopté le paragraphe 2 sous réserve de cette modification.

Article 81

146. Le texte de l'article 81 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le signataire qui a payé un effet perdu et à qui l'effet est ultérieurement présenté au paiement par une autre personne doit notifier ladite présentation à celui auquel il a payé l'effet.

"2) Cette notification doit être adressée le jour où l'effet est présenté ou dans les deux jours ouvrables qui suivent et indiquer le nom de la personne ayant présenté l'effet ainsi que la date et le lieu de la présentation.

"3) Le défaut de notification rend le signataire qui a payé l'effet perdu responsable de tout préjudice que celui auquel il a payé l'effet peut subir de ce fait, sans que le montant total des dommages-intérêts puisse dépasser le montant de l'effet et des intérêts ou frais qui peuvent être demandés en vertu des articles 67 ou 68.

"4) Un retard dans la notification est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de la personne ayant payé l'effet perdu et que celle-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard disparaît, la notification doit être faite avec une diligence raisonnable.

"5) Il y a dispense de notification lorsque la cause du retard persiste au-delà de 30 jours après la date à laquelle la notification aurait dû être faite au plus tard."

147. Le Groupe a adopté cet article sans modification.

Article 82

148. Le texte de l'article 82 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le signataire qui a payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 et qui est par la suite mis en demeure de payer l'effet et qui le paie effectivement, ou qui perd son droit à recouvrement auprès de tout signataire obligé envers lui a droit :

"*a*) Si une sûreté a été donnée, d'en entreprendre la réalisation; ou

"*b*) Si le montant de l'effet a été consigné auprès du tribunal ou de toute autre autorité compétente, de réclamer le montant consigné.

"[2) Si la personne qui a fourni une sûreté conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 80 peut réclamer ladite sûreté si le signataire au profit duquel elle a été fournie n'a plus le droit d'en entreprendre la réalisation en vertu des dispositions du paragraphe 1 et si, en vertu de l'article 79, le droit d'action découlant de l'effet ne peut plus être exercé contre l'accepteur ou le souscripteur, ou si elle ne peut obtenir de paiement d'un signataire obligé à son égard du fait que ce signataire lui oppose un moyen de défense valable ou est insolvable.]

"3) Si le montant de l'effet a été consigné auprès d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente, conformément aux dispositions de l'alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 80 et n'a pas été réclamer conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 1 du présent article dans le délai prévu à l'article 79 pendant lequel le droit d'action découlant de l'effet peut être exercé contre le signataire qui a consigné le montant de l'effet et l'accepteur ou le souscripteur, la personne au profit de laquelle le montant de l'effet a été consigné peut demander au tribunal ayant prescrit la consignation d'ordonner que le montant consigné lui soit versé. Le tribunal accède à cette demande selon les modalités et conditions qu'il détermine."

149. Le Groupe de travail a modifié comme suit le paragraphe 1 de cet article :

"1) Le signataire qui a payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 et qui est par la suite mis en demeure de payer l'effet et qui le paie effectivement, ou qui perd son droit à recouvrement auprès de tout signataire obligé envers lui, la perte de ce droit étant due à la perte de l'effet, a droit :

"*a*) Si une sûreté a été donnée, d'en entreprendre la réalisation; ou

"*b*) Si le montant de l'effet a été consigné auprès du tribunal ou de toute autre autorité compétente, de réclamer le montant consigné."

150. Cette modification a été apportée parce qu'un signataire qui avait payé un effet perdu conformément à l'article 80 devait avoir le droit d'entreprendre la réalisation de la sûreté non seulement lorsqu'il a été obligé de payer l'effet une deuxième fois, mais aussi lorsqu'il a perdu son droit de recours contre un signataire obligé envers lui, et que la perte de ce droit était due à la perte de l'effet.

151. Le Groupe de travail a examiné les paragraphes 2 et 3 de cet article. Ces paragraphes énoncent les règles applicables dans le cas où un signataire avait payé l'effet perdu et où une sûreté lui avait été donnée conformément à l'article 80. La question s'est alors posée de savoir quelle raison la personne qui avait fourni la sûreté pouvait invoquer pour la réclamer. Le Groupe a été d'avis que le libellé des paragraphes 2 et 3 était trop complexe et ne tenait pas suffisamment compte de la règle fondamentale selon laquelle la sûreté pouvait être réclamée lorsque le signataire auquel elle avait été donnée ne courait plus le

risque de subir de préjudice en raison de la perte de l'effet. En conséquence, le Groupe de travail a adopté la règle générale suivante pour remplacer les paragraphes 2 et 3 :

“La personne qui a fourni une sûreté conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 80 peut réclamer ladite sûreté si le signataire au profit duquel elle a été fournie ne court plus le risque de subir de préjudice en raison de la perte de l'effet.”

Article 83

152. Le texte de l'article 83 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“L'effet perdu est régulièrement protesté si la personne qui en demande le paiement utilise à cette fin une copie dudit effet ou un écrit satisfaisant aux prescriptions du paragraphe 2 *a* de l'article 80.”

153. Le Groupe de travail a supprimé les mots “une copie dudit effet ou”, ces mots n'étant plus nécessaires du fait des amendements apportés au paragraphe 2 *a* de l'article 80.

Articles 84 et 85

154. Les textes des articles 84 et 85 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 84

“La personne qui reçoit le paiement de l'effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 doit remettre au signataire qui en a payé le montant l'écrit établi en vertu du paragraphe 2 *a* de l'article 80, dûment acquitté par elle, et tout protêt ainsi qu'un compte acquitté.

“Article 85

“*a*) Le signataire ayant payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 a les mêmes droits que s'il avait été en possession de l'effet.

“*b*) Ledit signataire ne peut exercer ses droits que s'il est en possession de l'écrit acquitté visé à l'article 84.”

155. Le Groupe a adopté ces articles sans modification.

II. — RÈGLES UNIFORMES APPLICABLES AUX CHÈQUES INTERNATIONAUX

156. Le Groupe de travail, à sa huitième session, a prié le Secrétariat d'entreprendre les travaux préparatoires relatifs aux règles uniformes applicables aux chèques internationaux. Le Groupe était saisi, à la présente session, d'une note du Secrétariat contenant un avant-projet de règles applicables aux chèques internationaux [A/CN.9/WG.IV/WP.15]. Celui-ci tient compte des dispositions du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux ainsi que des dispositions spéciales applicables aux chèques de la Loi uniforme de Genève concernant le chèque, du Bills of Exchange Act du Royaume-Uni de 1882, et du Uniform Commercial Code.

157. Le Groupe de travail a examiné le projet de règles uniformes article par article, mais il a décidé de ne rien arrêter définitivement à leur sujet et d'attendre avant de décider s'il y avait lieu d'énoncer ces règles dans un projet de Convention distinct sur les chèques internationaux ou si elles devaient faire partie d'une convention traitant des lettres de change internationales, des billets à ordre internationaux et des chèques internationaux.

158. Le Groupe de travail, après avoir délibéré, a également décidé de n'examiner qu'ultérieurement toutes questions juridiques autres que celles se rapportant au chèque, notamment les questions concernant les relations entre les banques et leurs clients, l'obligation de payer le chèque incombant à la banque sur laquelle il est tiré, et la protection accordée au banquier qui paie et encaisse, afin de s'assurer si de telles questions devaient ou non être couvertes par les règles uniformes envisagées.

159. Le Groupe de travail a examiné, à la présente session, les articles 1 à 30 *bis* qui figurent dans le document A/CN.9/WG.IV/WP.15.

Article premier¹²

160. Le texte de l'article premier examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) La présente Convention est applicable aux chèques internationaux.

“2) Un chèque international est un instrument écrit qui :

“*a*) Contient dans son texte même les mots “chèque international (Convention de ...)”;

“*b*) Contient le mandat inconditionnel donné par le tireur au tiré de payer une somme déterminée au bénéficiaire ou à son ordre, ou au porteur;

“*c*) Est tiré sur un banquier;

“*d*) Est payable à vue;

“*e*) Est daté;

“*f*) Indique qu'au moins deux des lieux suivants sont situés dans des États différents :

“*i*) Le lieu où le chèque est tiré;

“*ii*) Le lieu désigné à côté de la signature du tireur;

“*iii*) Le lieu désigné à côté du nom du tiré;

“*iv*) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;

“*v*) Le lieu du paiement;

“*g*) Est signé par le tireur.

“3) La preuve de l'inexactitude des indications mentionnées à l'alinéa *f* du paragraphe 2 n'affecte en rien l'application de la présente Convention.”

¹² Dans le présent document sur les règles uniformes, chaque projet d'article porte le même numéro que celui du projet d'article correspondant dans le projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Certains projets d'article du projet de Convention n'ayant pas de rapport avec les chèques, les numéros des projets d'articles reproduits dans le document ne se suivent pas tous. Les projets d'articles figurant dans le document qui n'ont pas de rapport avec les lettres de change ou les billets à ordre portent l'indication “Article X”.

2) c) “Tiré sur un banquier”

161. A propos de l’alinéa *c* du paragraphe 2, on a fait observer que dans le cadre de certains systèmes juridiques les termes “banque” ou “banquier” englobaient des institutions légalement assimilées au banquier. En conséquence, le Groupe de travail a estimé qu’il fallait que l’article 5 comporte un paragraphe spécifiant que le terme “banquier” désignait les personnes ou institutions assimilées au banquier en vertu de la législation en vigueur.

2) d) “Payable à vue”

162. A propos de l’alinéa *d* du paragraphe 2, on a relevé que la Loi uniforme de Genève concernant le chèque ne spécifiait pas parmi les énonciations expresses que la mention payable à vue devait figurer sur le chèque. Dans ladite loi, c’est au chapitre IV concernant la présentation et le paiement, qu’il est prescrit que le chèque est payable à vue. L’article 28 de cette loi dispose que le chèque est payable à vue et que toute mention contraire est réputée non écrite. En conséquence, en vertu de la Loi uniforme de Genève, un effet qui répondait aux énonciations expresses prescrites à l’article premier mais qui portait mention d’une date de paiement ultérieure était néanmoins un chèque.

163. Le Groupe de travail a été d’avis qu’il serait souhaitable d’adopter un mode d’approche aligné sur la Loi uniforme de Genève, dans la mesure où l’on étendrait ainsi l’application des règles uniformes. Il a estimé, par conséquent, qu’il n’y avait pas lieu de maintenir parmi les énonciations expresses du paragraphe 2 de l’article premier, celle spécifiant que le chèque est payable à vue mais que cette prescription devait figurer parmi les règles applicables à la présentation et au paiement.

2) f) *Eléments internationaux*

164. A propos de l’alinéa *f* du paragraphe 2, le Groupe de travail a été d’avis que les énonciations ayant trait au caractère international qui valent pour la lettre de change internationale et le billet à ordre international, devraient également valoir pour le chèque international. On a fait observer que dans le cas d’un chèque payable au porteur, la nécessité spécifiée qu’au moins deux des cinq lieux mentionnés à l’alinéa *f* du paragraphe 2 soient indiqués sur le chèque risquait de susciter des difficultés.

165. Le Groupe de travail a estimé qu’à l’alinéa *f* ii il fallait non seulement mentionner le lieu désigné à côté de la signature du tireur mais aussi le lieu désigné à côté du nom du tireur. Cette addition se justifiait compte tenu du fait que dans certains pays le nom et l’adresse du tireur étaient imprimés sur les chèques.

Article 3

166. Le texte de l’article 3 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“La présente Convention est applicable, que les lieux indiqués sur un chèque international conformément aux dispositions de l’alinéa *f* du paragraphe 2 de l’article premier soient situés ou non dans les Etats contractants.”

167. Un observateur a émis l’opinion que la Convention ne devrait être applicable que lorsque le lieu du paiement était situé dans un Etat contractant. Le Groupe de travail, après en avoir débattu, a été d’avis que l’article 3 devait demeurer tel quel. Il ressortait clairement de cette disposition que la Convention serait applicable dans un Etat contractant si, par exemple, le tireur ayant émis dans un Etat contractant un chèque à tirer sur un banquier sis dans un Etat non contractant, le chèque avait été refusé au paiement. En pareil cas, si une action était intentée par le bénéficiaire contre le tireur devant les tribunaux de l’Etat contractant, ceux-ci appliqueraient la Convention. L’article 3 garantirait également l’application de la Convention dans un Etat non contractant si, par suite de l’application des règles du droit international privé, les tribunaux de cet Etat appliquaient la loi de l’Etat contractant.

Article 4

168. Le texte de l’article 4 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“Dans l’interprétation et l’application de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité d’en promouvoir l’uniformité.”

169. Aucune observation n’a été formulée au sujet de cet article.

Article 5

170. Le texte de l’article 5 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“Aux fins de la présente Convention :

“1) Le terme “chèque” désigne tout chèque international régi par la présente Convention;

“2) Le terme “tiré” désigne le banquier sur lequel le chèque est tiré;

“3) Le terme “bénéficiaire” désigne la personne au profit de laquelle le tireur donne l’ordre de paiement;

“4) Le terme “porteur” désigne toute personne en possession d’un chèque payable au porteur ou endossé en blanc;

“5) Le terme “porteur” désigne la personne visée à l’article 13 *bis*;

“6) L’expression “porteur protégé” désigne le porteur d’un chèque qui, au moment où ledit porteur en a pris possession et au vu des mentions qui y sont portées, paraissait complet, régulier et non échu [aux termes de l’alinéa *f* de l’article 53], à condition que ledit porteur n’ait eu, à ce moment, connaissance d’aucune action ni moyen de défense opposable au chèque conformément à l’article 24, [ni du fait qu’il y avait eu refus de paiement];

“7) Le terme “signataire” désigne toute personne ayant signé un chèque;

“8) L’expression “signature contrefaite” s’entend également de toute signature apposée au moyen d’un cachet, d’un symbole, d’un fac-similé, de perforations ou d’autres procédés par lesquels la signature peut être effectuée aux termes de l’article 27 et qui auraient été utilisés illicitement ou sans autorisation.”

6) "Porteur protégé"

171. On a fait observer à propos du paragraphe 6 de l'article 5 que la condition prescrivant qu'un chèque devait, pour que le porteur soit protégé, être complet et "régulier" ne devrait pas être retenue. La question du chèque incomplet relève de l'article 11. Quant à la régularité, rien n'indiquait au premier abord pour quelle raison un chèque serait irrégulier. Toutefois, le sentiment général du Groupe de travail a été que la définition du porteur protégé devait être identique à celle formulée dans le projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Le Groupe de travail a prié le Secrétariat d'indiquer dans un commentaire ultérieur des exemples d'irrégularités.

172. L'emploi du terme "non échu" a suscité quelques objections. De l'avis général, il fallait qu'il soit spécifié dans la définition que le porteur d'un chèque était protégé si, au moment où il prenait possession du chèque, la date limite fixée pour la présentation du chèque au paiement n'était pas expirée.

173. Le Groupe de travail a estimé que le porteur d'un chèque, pour être protégé, devait également ne pas avoir eu connaissance du fait que le chèque avait été refusé au paiement.

7) "Signataire"

174. On a fait observer que dans le cadre des règles proposées, un chèque pouvait être certifié. Toutefois, une signature attestant la certification ne faisait pas de son auteur le signataire du chèque.

Article 6

175. Le texte de l'article 6 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"Aux fins de la présente Convention, une personne est réputée avoir connaissance d'un fait si elle en a effectivement connaissance ou si elle ne pouvait pas l'ignorer."

176. Aucune observation n'a été formulée au sujet de cet article.

Article 7

177. Le texte de l'article 7 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"Le montant d'un chèque est réputé déterminé, même si le chèque prescrit le paiement :

"a) Avec intérêts;

"b) Suivant un taux de change indiqué sur le chèque ou à déterminer selon les indications figurant sur le chèque, ou

"c) Dans une monnaie autre que la monnaie dans laquelle le chèque est libellé."

178. Des représentants ont exprimé l'opinion qu'étant donné que le chèque était avant tout un instrument de paiement et non pas un instrument de crédit, les règles proposées devaient interdire la stipulation d'intérêts sur le chèque. S'il souhaitait stipuler des intérêts, le tireur devait

tirer une lettre de change. La stipulation d'intérêts sur le chèque risquait d'inciter le porteur à le conserver aussi longtemps que la loi l'y autorisait.

179. L'opinion générale au Groupe de travail a été que, même s'il était peu probable qu'il arrive fréquemment que des intérêts soient stipulés sur le chèque, le projet de règles uniformes devait néanmoins autoriser une telle pratique. Etant donné les taux d'intérêt élevés actuellement en vigueur, celle-ci pourrait s'avérer utile même dans les cas où le chèque était présenté au paiement quelques jours après son émission.

Article 8

180. Le texte de l'article 8 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Si le montant du chèque exprimé en toutes lettres diffère de celui exprimé en chiffres, le chèque vaut pour la somme exprimée en toutes lettres.

"2) Si le montant du chèque est exprimé dans une monnaie ayant la même désignation dans au moins un autre Etat que l'Etat dans lequel, selon les indications portées sur le chèque, le paiement doit être effectué, et si la monnaie indiquée n'est pas identifiée comme étant la monnaie d'un Etat donné, celle-ci est considérée comme étant la monnaie de l'Etat dans lequel le paiement doit être effectué.

"3) Si le chèque stipule des intérêts sans indiquer leur point de départ, les intérêts courent [à compter de la date d'émission du chèque];

"4) La stipulation que la somme à payer est productive d'intérêts est réputée non écrite si le taux d'intérêt n'est pas indiqué."

181. Le Groupe de travail a mis entre crochets les paragraphes 3 et 4 de l'article 8 en attendant qu'une décision définitive ait été prise sur le point de savoir si la stipulation d'intérêts sur un chèque international devait être autorisée.

Article 10

182. Le texte de l'article 10 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le chèque peut être :

"a) Tiré par le tireur sur lui-même ou à son ordre;

"b) Tiré par plusieurs tireurs;

"c) Payable à plusieurs bénéficiaires.

"2) Le chèque payable à l'un ou l'autre de plusieurs bénéficiaires est payable à l'un quelconque des bénéficiaires, et celui d'entre eux qui en a possession peut exercer les droits attachés à la qualité de porteur. Dans tout autre cas, le chèque est payable à tous les bénéficiaires, et les droits attachés à la qualité de porteur ne peuvent être exercés que par eux tous."

183. Des doutes ont été exprimés quant à l'opportunité de permettre à une banque de tirer sur elle-même un chèque payable au porteur. Une telle disposition risquait d'aller à l'encontre des législations nationales régissant l'émission de la monnaie. Néanmoins, l'opinion générale a

été que les règles uniformes devaient permettre l'émission de ces chèques, les pays dont la législation n'autorisait pas cette pratique étant libres de l'interdire.

Articles 11 à 20

184. Les textes des articles 11 à 20 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

“Article 11

“1) Un chèque incomplet qui respecte les prescriptions des alinéas *a* et *g* du paragraphe 2 de l'article 1, mais sur lequel font défaut d'autres éléments correspondant à une ou à plusieurs des prescriptions du paragraphe 2 dudit article, peut être complété, et le chèque ainsi complété vaut comme un chèque;

“2) Lorsque ce chèque est complété autrement qu'il n'a été convenu :

“*a*) Le signataire ayant apposé sa signature avant que le chèque ne soit complété peut opposer l'inobservation de l'accord à un porteur, à condition que ce porteur ait eu connaissance de l'inobservation dudit accord au moment où il a pris possession du chèque;

“*b*) Le signataire ayant apposé sa signature après que le chèque a été complété est obligé dans les termes du chèque ainsi complété.

“Article 13

“Le chèque est transmis :

“*a*) Par endossement et remise du chèque par l'endosseur à l'endossataire; ou

“*b*) Par simple remise du chèque, s'il est stipulé payable au porteur ou si le dernier endossement est en blanc.

“Nouvel article

“1) L'endossement doit être écrit à la main sur le chèque ou sur un feuillet attaché au chèque (“allonge”). Il doit être signé.

“2) L'endossement peut être :

“*a*) En blanc, lorsqu'il est simplement signé ou que la signature est accompagnée d'une mention spécifiant que le chèque est payable à quiconque le détient;

“*b*) Nominatif, lorsque la signature est accompagnée du nom de la personne à qui le chèque est payable.

“Article 13 bis

“1) Une personne est porteur :

“*a*) Quand elle est porteur du chèque; ou

“*b*) Quand elle est bénéficiaire et détient le chèque; ou

“*c*) Quand elle détient un chèque

“*i*) Qui a été endossé à son nom, ou

“*ii*) Dont le dernier endossement est en blanc et qui contient une suite ininterrompue d'endossements, même si l'un des endossements a été contrefait ou signé par un représentant sans pouvoirs.

“2) Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé être devenu endossataire par l'endossement en blanc.

“3) Une personne est porteur même si le chèque a été acquis dans des circonstances, notamment les cas d'incapacité, de fraude, de violence ou d'erreur de quelque sorte que ce soit, qui pourraient fonder une action en revendication ou un moyen de défense dérivant du chèque.

“Article 15

“Le porteur d'un chèque sur lequel le dernier endossement est en blanc peut :

“*a*) Endosser le chèque à nouveau, soit en blanc, soit au profit d'une personne déterminée; ou

“*b*) Transformer l'endossement en blanc en endossement nominatif, en y indiquant que le chèque est payable à lui-même ou à quelque autre personne; ou

“*c*) Transmettre le chèque conformément à l'alinéa *b* de l'article 13.

“Article 16

“[Lorsque le tireur ou l'endosseur a porté sur le chèque ou dans l'endossement une mention telle que “non négociable”, “non transmissible”, “non à ordre”, “payer à X seulement” ou toute autre expression équivalente, la personne à qui le chèque est transmis ne devient porteur qu'aux fins d'encaissement.]

“Article 17

“1) L'endossement conditionnel transmet le chèque, que la condition stipulée ait été remplie ou non.

“2) Aucune action en revendication ni aucun moyen de défense dérivant du chèque ne peuvent être invoqués en raison du non-accomplissement de la condition, si ce n'est par le signataire qui a endossé conditionnellement le chèque à l'encontre de la personne à qui le chèque est directement transmis.

“Article 18

“L'endossement pour une partie de la somme due en vertu du chèque ne vaut pas comme endossement.”

“Article 19

“Lorsqu'un chèque comporte plusieurs endossements, chacun d'eux est présumé, sauf preuve contraire, avoir été effectué dans l'ordre où il figure sur le chèque.

“Article 20

“1) Lorsqu'un endossement contient la mention “pour encaissement”, “pour dépôt”, “valeur en recouvrement”, “par procuration”, “veuillez payer n'importe quelle banque” ou toute autre expression équivalente autorisant l'endossataire à encaisser le chèque (endossement pour encaissement), l'endossataire :

“*a*) Ne peut endosser le chèque qu'aux fins d'encaissement;

“*b*) Peut exercer tous les droits dérivant du chèque;

“c) Est exposé à toutes les actions et exceptions existant contre l’endosseur.

“2) Le signataire qui a endossé pour encaissement n’est pas obligé envers les porteurs ultérieurs.”

185. Aucune observation n’a été formulée au sujet de ces articles.

Article 21

186. Le texte de l’article 21 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Le porteur d’un chèque peut le transmettre à un signataire antérieur conformément aux dispositions de l’article 13; toutefois, dans le cas où celui à qui le chèque est transmis en a été précédemment porteur, aucun endossement n’est exigé, et tout endossement qui l’empêche de justifier de sa qualité de porteur peut être biffé.

“2) La transmission d’un chèque par endossement au tiré vaut quittance, [sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l’endossement est fait au bénéfice d’un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré].”

187. On a fait observer que le paragraphe 2 de l’article 21 reprenait les dispositions de l’article 15 de la Loi uniforme de Genève. Néanmoins, on a exprimé l’opinion qu’il ne ressortait pas clairement du libellé que lorsqu’un chèque était endossé au tiré, le tiré n’acquiescerait pas la qualité de porteur et l’endosseur n’était pas obligé par le chèque.

188. Le Groupe de travail a estimé que le libellé de cette disposition devait être remanié de façon qu’il ressorte clairement qu’un endossement au tiré constituait uniquement la reconnaissance du fait que celui qui avait transmis le chèque avait reçu du tiré la somme payable par le chèque.

189. Le Groupe de travail n’a pas tranché la question de savoir si la banque sur laquelle le chèque était tiré devait acquiescer la qualité de porteur lorsqu’elle avait plusieurs établissements et que l’endossement était fait au bénéfice d’un établissement autre que celui sur lequel le chèque avait été tiré.

Article 21 bis

190. Le texte de l’article 21 bis examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“[1) Un chèque peut être transmis conformément aux dispositions de l’article 13, après l’expiration du délai de présentation.

“2) La transmission d’un chèque conformément aux dispositions de l’article 13, après l’expiration du délai de présentation ou après protêt, ne vaut que comme cession.]”

191. Le Groupe de travail a estimé que le paragraphe 2 de l’article 21 bis devait être supprimé.

Article 22

192. Le texte de l’article 22 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Lorsque l’endossement a été contrefait, la personne dont la signature a été contrefaite est en droit de réclamer à l’auteur de la contrefaçon, ainsi qu’à la personne qui a reçu le chèque de l’auteur de la contrefaçon, réparation du préjudice qu’elle peut avoir subi du fait de la contrefaçon.

“2) [Le tireur du chèque a droit à réparation dans les mêmes conditions lorsque la contrefaçon de la signature du bénéficiaire lui cause un dommage.]”

193. Aucune observation n’a été formulée au sujet de cet article.

Article 23

194. Le texte de l’article 23 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Le porteur d’un chèque a tous les droits que la présente Convention lui confère contre les signataires de ce chèque.

“2) Le porteur a le droit de transmettre le chèque conformément aux dispositions de l’article 13.”

195. On s’est référé à l’article 20 de la Loi uniforme de Genève en vertu duquel un endossement figurant sur un chèque au porteur ne convertissait pas le chèque en un chèque à ordre. L’opinion a été exprimée que cette règle était implicite à l’alinéa b de l’article 13.

196. On a en outre fait observer qu’en vertu de l’article 20 de la Loi uniforme de Genève, un endossement figurant sur un chèque au porteur rendait l’endosseur responsable en cas de recours formé contre lui. Le Groupe de travail a estimé que les effets juridiques d’un endossement figurant sur un chèque au porteur devaient être examinés plus avant en même temps que la question des signatures figurant sur le chèque autres que celles d’un endosseur.

197. Le Groupe de travail a estimé que l’endossement d’un chèque au porteur ne le convertissait pas en chèque à ordre et que le porteur d’un tel chèque pouvait être un porteur protégé même si l’endossement n’était pas fait à son bénéfice.

Article 24

198. Le texte de l’article 24 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

“1) Le signataire d’un chèque peut opposer à un porteur qui n’est pas porteur protégé :

“a) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer en vertu de la présente Convention;

“b) Tout moyen de défense fondé sur une transaction sous-jacente intervenue entre lui et le tireur ou un porteur antérieur, ou découlant des circonstances dans lesquelles il est devenu signataire;

“c) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer pour s’exonérer de toute responsabilité contractuelle, fondé sur une transaction entre lui-même et le porteur;

“d) Tout moyen de défense fondé sur l’incapacité dudit signataire d’être obligé par le chèque ou découlant

de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

"2) Les droits sur le chèque du porteur qui n'est pas porteur protégé sont subordonnés aux actions en revendication pouvant valablement être exercées sur le chèque par toute autre personne.

"3) Le signataire d'un chèque ne peut opposer à un porteur qui n'est pas porteur protégé le fait qu'un tiers peut invoquer un droit sur le chèque, à moins que :

"a) Ledit tiers n'ait prouvé le bien-fondé de son droit; ou que

"b) Ledit porteur n'ait volé le chèque ou n'ait contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endosataire, ou n'ait participé au vol."

199. Un observateur a exprimé l'opinion que les mots "qui n'est pas porteur protégé" figurant au paragraphe 3 devaient être supprimés et devaient figurer dans un autre article, comme l'article 25 bis.

Article 25

200. Le texte de l'article 25 examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"1) Le signataire d'un chèque ne peut opposer au porteur protégé de moyens de défense autres que les exceptions ci-après :

"a) Les exceptions prévues au paragraphe 1 de l'article 27, à l'article 28, au paragraphe 1 de l'article 29, aux paragraphes 2 et 3 de l'article 30, au paragraphe 2 de l'article 34, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 41, au paragraphe 4 de l'article 43 et aux articles 54, [55], [58], [60] et 79 de la présente Convention;

"b) Les exceptions fondées sur l'incapacité d'un tel signataire d'être obligé par le chèque;

"c) Les exceptions découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

"2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les droits sur le chèque du porteur protégé ne sont subordonnés à aucune action en revendication sur le chèque de la part de qui que ce soit.

"3) Sont opposables aux droits du porteur protégé les actions en revendication ou les exceptions découlant de la transaction sous-jacente intervenue entre lui et le signataire qui exerce l'action en revendication ou qui invoque l'exception, ou découlant de manœuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur le chèque.

"4) La remise du chèque par un porteur protégé a pour conséquence de transmettre à tout porteur ultérieur les droits du porteur protégé, à moins que ce porteur ultérieur n'ait participé à une transaction qui donne naissance à une action ou à une exception relative au chèque."

201. Le Groupe de travail a décidé que la question des moyens de défense qu'un signataire pouvait opposer au porteur protégé devrait être examinée ultérieurement.

202. Eu égard au paragraphe 3, le Groupe de travail a prié le Secrétariat d'expliquer dans un futur commentaire que comme un chèque ne pouvait pas être accepté, le membre de phrase "ou découlant de manœuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur le chèque" s'appliquerait dans le cas où la signature était obtenue d'un avaliseur.

Articles 26 à 30

203. Les textes des articles 26 à 30 examinés par le Groupe de travail sont les suivants :

"Article 26

"Tout porteur est présumé être un porteur protégé, sauf preuve du contraire.

"Article 27

"1) Sous réserve des articles 28 et 30, nul n'est obligé par un chèque, s'il ne l'a pas signé.

"2) Quiconque signe d'un nom qui n'est pas le sien est obligé comme s'il avait signé de son nom.

"3) La signature peut être manuscrite ou s'effectuer par fac-similé, par perforation, par symboles ou par tout autre moyen mécanique.*

"Article 28

"La contrefaçon d'une signature sur un chèque n'oblige pas la personne dont la signature a été contrefaite. Cette personne est néanmoins obligée comme si elle avait elle-même signé le chèque lorsqu'elle a expressément ou implicitement accepté d'être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne.

"Article 29

"1) En cas d'altération du texte d'un chèque :

"a) Les signataires postérieurs à cette altération sont obligés par le chèque dans les termes du texte altéré.

"b) Les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire. Toutefois, le signataire qui a lui-même procédé à l'altération, qui l'a autorisée ou qui y a consenti est obligé dans les termes du texte altéré.

"2) Sauf preuve contraire, toute signature est réputée avoir été donnée après l'altération.

"3) Toute modification de l'engagement écrit porté sur le chèque, à quelque titre que ce soit, par l'un quelconque de ses signataires, est considérée comme altération.

* "Article . . .

"Tout Etat contractant dont la législation exige que les signatures apposées sur un chèque soient manuscrites peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la signature apposée sur un chèque sur son territoire doit être manuscrite."

Article 30

"1) Le chèque peut être signé par un représentant.

"2) Le nom ou la signature du représenté apposé sur un chèque par un représentant qui a le pouvoir de signer oblige le représenté, et non pas le représentant.

"3) La signature du représentant apposée sur un chèque par un représentant qui n'a pas le pouvoir de signer, ou qui a le pouvoir de signer, mais qui n'indique pas sur le chèque qu'il signe en qualité de représentant pour une personne dénommée, ou qui indique sur le chèque qu'il signe en qualité de représentant, mais sans nommer la personne qu'il représente, oblige ce représentant, et non pas la personne qu'il prétend représenter.

"4) La qualité de représentant de la personne apposant sa signature sur un chèque est uniquement déterminée d'après les mentions portées sur le chèque.

"5) Un représentant qui est obligé en vertu du paragraphe 3 et qui paie le chèque a les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté, s'il avait lui-même payé ce chèque."

204. Aucune observation n'a été formulée au sujet de ces articles.

Article 30 bis

205. Le texte de l'article 30 bis examiné par le Groupe de travail est le suivant :

"L'ordre de payer contenu dans un chèque n'emporte pas de plein droit cession de la créance née d'un rapport extérieur au chèque."

206. Au sujet de cet article, un observateur a fait allusion aux articles 32 et 33 de la Loi uniforme de Genève relatifs à la révocation du chèque et aux effets du décès du tireur ou de son incapacité survenant après que le chèque a été tiré. Le Groupe de travail a décidé d'examiner cette question à une autre session.

207. Le Groupe de travail a décidé de poursuivre l'examen du projet de règles uniformes à sa prochaine session.

III. — TRAVAUX FUTURS

208. Le Groupe de travail a noté que les crédits approuvés pour 1980-1981 autorisaient le Secrétariat à convoquer un groupe de rédaction qui serait chargé de mettre au point dans les diverses langues le texte du projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Le Groupe de travail a donc prié le Secrétariat de convoquer ce groupe de rédaction pendant l'été 1980.

209. Le Groupe de travail a prié le Secrétariat d'établir un commentaire sur le projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux.

210. Le Groupe de travail a prié le Secrétariat d'achever le projet de règles uniformes applicables aux chèques internationaux, y compris les règles applicables aux chèques barrés, et de soumettre une étude sur les questions juridiques qui se posent en dehors du chèque.

211. Le Groupe de travail a décidé de recommander à la Commission que la prochaine (dixième) session du Groupe ait lieu à Vienne du 5 au 16 janvier 1981.

C. — Projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux tel qu'il a été adopté par le Groupe de travail des effets de commerce internationaux à sa huitième session (tenue à Genève du 3 au 14 septembre 1979) et à sa neuvième session (tenue à New York du 2 au 11 janvier 1980) [A/CN.9/181, annexe]*

[Chapitre I. — Domaine d'application; forme]***Article 1*

1) La présente Convention est applicable aux lettres de change internationales et aux billets à ordre internationaux.

2) Une lettre de change internationale est un instrument écrit qui :

a) Contient dans son texte même les mots "lettre de change internationale [Convention de . . .]";

b) Contient le mandat inconditionnel donné par le tireur au tiré de payer au bénéficiaire, ou à son ordre, une somme déterminée;

c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;

d) Est daté;

e) Indique qu'au moins deux des lieux suivants sont situés dans des États différents :

i) Le lieu où la lettre est tirée;

ii) Le lieu désigné à côté de la signature du tireur;

iii) Le lieu désigné à côté du nom du tiré;

iv) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;

v) Le lieu du paiement;

f) Est signé par le tireur.

3) Un billet à ordre international est un instrument écrit qui :

a) Contient dans son texte même les mots "billet à ordre international [Convention de . . .]";

b) Contient l'engagement inconditionnel pris par le souscripteur de payer une somme déterminée au bénéficiaire ou à son ordre;

c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;

d) Est daté;

* 13 mars 1980.

** Les crochets indiquent ce que le Groupe de travail se réserve d'examiner à une date ultérieure.

e) Indique qu'au moins deux des lieux suivants sont situés dans de Etats différents :

- i) Le lieu où le billet a été souscrit;
 - ii) Le lieu désigné à côté de la signature du souscripteur;
 - iii) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;
 - iv) Le lieu du paiement;
- f) Est signé par le souscripteur.

4) La preuve de l'inexactitude des indications mentionnées à l'alinéa e des paragraphes 2 et 3 n'affecte en rien l'application de la présente Convention.

Article 2

(Supprimé)

Article 3

La présente Convention est applicable que les lieux indiqués sur une lettre de change internationale ou un billet à ordre international conformément aux dispositions de l'alinéa e des paragraphes 2 et 3 de l'article premier soient situés ou non dans des Etats contractants.

Article 4

Dans l'interprétation et l'application de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité d'en promouvoir l'uniformité.

Article 5

Aux fins de la présente Convention :

- 1) L'expression "lettre de change" désigne toute lettre de change internationale régie par la présente Convention;
- 2) L'expression "billet à ordre" désigne tout billet à ordre international régi par la présente Convention;
- 3) Le terme "effet" désigne toute lettre de change internationale ou tout billet à ordre international régi par la présente Convention;
- 4) Le terme "tiré" désigne la personne sur laquelle la lettre de change est tirée, mais qui ne l'a pas acceptée;
- 5) Le terme "bénéficiaire" désigne la personne au profit de laquelle le tireur donne l'ordre de paiement ou le souscripteur promet de payer;
- 6) Le terme "porteur" désigne la personne visée à l'article 13 bis;
- 7) L'expression "porteur protégé" désigne le porteur d'un effet qui, au moment où il est devenu porteur et au vu des mentions qui y sont portées, paraît complet, régulier et non échu, à condition que ledit porteur n'ait pas eu, lors de la réception de l'effet, connaissance de circonstances susceptibles de donner naissance à une action ou moyen de défense au sens de l'article 24, ni du fait qu'il y a eu refus d'acceptation ou refus de paiement;
- 8) L'expression "signataire" désigne toute personne qui a signé un effet;
- 9) Le terme "échéance" désigne la date du paiement dont il est question à l'article 9 et, dans le cas d'une lettre

de change à vue, la date à laquelle l'effet est présenté aux fins de paiement;

10) L'expression "signature contrefaite" s'entend également de toute signature apposée au moyen d'un cachet, d'un symbole, d'un facsimilé, de perforations ou d'autres procédés par lesquels la signature peut être effectuée aux termes de l'article 27 qui auraient été utilisés illicitement ou sans autorisation.

Article 6

Aux fins de la présente Convention, une personne est réputée avoir connaissance d'un fait si elle en a effectivement connaissance ou si elle ne pouvait pas l'ignorer.

[SECTION 2. — INTERPRÉTATION DES CONDITIONS DE FORME]

Article 7

Le montant d'un effet est réputé déterminé, même si l'effet prescrit le paiement :

- a) Avec intérêts;
- b) Par versements à échéances successives;
- c) Par versements à échéances successives, et s'il est stipulé sur l'effet qu'à défaut de paiement d'un versement, le solde restant à payer devient exigible;
- d) Suivant un taux de change indiqué sur l'effet ou à déterminer selon les indications figurant sur l'effet; ou
- e) Dans une monnaie autre que la monnaie dans laquelle l'effet est libellé.

Article 8

- 1) Si le montant de l'effet exprimé en toutes lettres diffère de celui exprimé en chiffres, l'effet vaut pour la somme exprimée en toutes lettres.
- 2) Si le montant de l'effet est exprimé dans une monnaie ayant la même désignation dans au moins un autre Etat que l'Etat dans lequel, selon les indications portées sur l'effet, le paiement doit être effectué, et si la monnaie indiquée n'est pas identifiée comme étant la monnaie d'un Etat donné, celle-ci est considérée comme étant la monnaie de l'Etat dans lequel le paiement doit être effectué.
- 3) Si l'effet stipule des intérêts sans indiquer leur point de départ, les intérêts courent à compter de la date de l'effet.
- 4) La stipulation que la somme à payer est productive d'intérêts est réputée non écrite si le taux d'intérêt n'est pas indiqué.

Article 9

- 1) L'effet est réputé payable à vue :
 - a) Quand il est stipulé payable à vue ou sur présentation, ou quand il contient une expression équivalente; ou
 - b) Quand la date du paiement n'est pas indiquée.
- 2) L'effet qui est accepté ou endossé ou avalisé après son échéance est un effet payable à vue à l'égard de l'accepteur, de l'endosseur ou de l'avaliseur.

3) L'effet est réputé payable à une échéance déterminée quand il est stipulé payable :

- a) A date fixe, ou à certain délai de date, ou à un certain délai à compter de la date de l'effet; ou
- b) A un certain délai de vue; ou
- c) Par versements à l'échéance successives; ou
- d) Par versements à échéances successives et qu'il est stipulé sur l'effet qu'à défaut d'un versement le solde devient exigible.

4) L'échéance d'un effet payable à un certain délai de date est déterminée d'après la date de l'effet.

5) L'échéance d'une lettre de change payable à un certain délai de vue est déterminée d'après la date de l'acceptation.

6) [L'échéance d'un billet à ordre payable à un certain délai de vue est déterminée d'après la date du visa signé du souscripteur sur le billet ou, si cette signature est refusée, d'après la date de la présentation.]

7) L'échéance d'un effet tiré ou payable à un ou plusieurs mois d'une date fixe ou de la date de l'effet ou à un ou plusieurs mois de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Article 10

1) La lettre de change peut être :

- a) Tirée sur plusieurs tirés;
- b) Tirée par plusieurs tireurs;
- c) Payable à plusieurs bénéficiaires.

2) Le billet à ordre peut être :

- a) Souscrit par plusieurs souscripteurs;
- b) Payable à plusieurs bénéficiaires.

3) L'effet payable à l'un ou à l'autre de plusieurs bénéficiaires est payable à l'un quelconque des bénéficiaires, et celui d'entre eux qui en a possession peut exercer les droits attachés à la qualité de porteur. Dans tout autre cas, l'effet est payable à tous les bénéficiaires, et les droits attachés à la qualité de porteur ne peuvent être exercés que par eux tous.

Article 10 bis

Une lettre de change peut être tirée par le tireur sur lui-même ou peut être à son ordre.

[SECTION 3. — INSTRUMENTS INCOMPLETS : APPOSITION DE MENTIONS MANQUANTES]

Article 11

1) Un instrument incomplet qui respecte les prescriptions des alinéas *a* et *f* du paragraphe 2 ou *a* et *f* du paragraphe 3, mais sur lequel font défaut d'autres éléments correspondant à une ou à plusieurs des prescriptions des paragraphes 2 ou 3 de l'article premier, peut être complété et l'instrument ainsi complété vaut comme lettre de change ou comme billet à ordre.

2) Lorsque cet instrument est complété autrement qu'il n'a été convenu :

a) Le signataire ayant apposé sa signature avant qu'il ne soit complété peut opposer l'inobservation de l'accord à un porteur, à condition que le porteur ait eu connaissance de l'inobservation de l'accord quand il est devenu porteur;

b) Le signataire ayant apposé sa signature après qu'il a été complété est obligé dans les termes de l'effet ainsi complété.

[Chapitre III. — Transmission; Porteur]

Article 12

(Supprimé)

Article 13

L'effet est transmis :

a) Par endossement et remise de l'effet par l'endosseur à l'endossataire; ou

b) Par simple remise de l'effet, si le dernier endossement est en blanc.

Nouvel article

(à insérer entre l'article 13 et l'article 13 bis)

a) L'endossement doit être écrit à la main sur l'effet ou sur un feuillet attaché à l'effet ("allonge"). Il doit être signé.

b) L'endossement peut être :

- i) En blanc, lorsqu'il est simplement signé ou que la signature est accompagnée d'une mention spécifiant que l'effet est payable à quiconque le détient;
- ii) Nominatif lorsque la signature est accompagnée du nom de la personne à qui l'effet est payable.

Article 13 bis

1) Une personne est porteur :

- a) Quand elle est bénéficiaire et détient l'effet; ou
- b) Quand elle détient un effet
 - i) Qui a été endossé à son nom; ou
 - ii) Dont le dernier endossement est en blanc

et qui contient une suite ininterrompue d'endossements, même si l'un des endossements a été contrefait ou signé par un représentant sans pouvoirs.

2) Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé être devenu endossataire par l'endossement en blanc.

3) Une personne est porteur même si l'effet a été acquis dans des circonstances, notamment les cas d'incapacité, de fraude, de violence ou d'erreur de quelque sorte que ce soit, qui pourraient fonder une action en revendication ou un moyen de défense dérivant de l'effet.

Article 14

(Supprimé)

Article 15

Le porteur d'un effet sur lequel le dernier endossement est en blanc peut :

- a) Endosser l'effet à nouveau, soit en blanc, soit au profit d'une personne déterminée; ou
- b) Transformer l'endossement en blanc en endossement nominatif, en y indiquant que l'effet est payable à lui-même ou à quelque autre personne; ou
- c) Transmettre l'effet conformément à l'alinéa b de l'article 13.

Article 16

Lorsque le tireur, le souscripteur ou l'endosseur a porté sur l'effet ou dans l'endossement une mention telle que "non négociable", "non transmissible", "non à ordre", "payer à X seulement", ou toute autre expression équivalente, la personne à qui l'effet est transmis ne devient porteur qu'aux fins d'encaissement.

Article 17

- 1) (Supprimé)
- 2) L'endossement conditionnel transmet l'effet, que la condition stipulée ait été remplie ou non.
- 3) Aucune action en revendication ni aucun moyen de défense dérivant de l'effet ne peuvent être invoqués en raison du non-accomplissement de la condition, si ce n'est par le signataire qui a endossé conditionnellement l'effet à l'encontre de la personne à qui l'effet est directement transmis.

Article 18

L'endossement pour une partie de la somme due d'après l'effet ne vaut pas comme endossement.

Article 19

Lorsqu'un effet comporte plusieurs endossements, chacun d'eux est présumé, sauf preuve contraire, avoir été effectué dans l'ordre où il figure sur l'effet.

Article 20

- 1) Lorsqu'un endossement contient la mention "pour encaissement", "pour dépôt", "valeur en recouvrement", "par procuration", "veuillez payer n'importe quelle banque" ou toute autre expression équivalente autorisant l'endossataire à encaisser l'effet (endossement pour encaissement), l'endossataire :
 - a) Ne peut endosser l'effet qu'aux fins d'encaissement;
 - b) Peut exercer tous les droits dérivant de l'effet;
 - c) Est exposé à toutes les actions et exceptions existant contre l'endosseur.
- 2) Le signataire qui a endossé pour encaissement n'est pas obligé envers les porteurs ultérieurs.

Article 21

Le porteur d'un effet peut le transmettre à un signataire antérieur ou au tiré conformément aux dispositions de l'article 13; toutefois, dans le cas où celui à qui l'effet est

transmis en a été précédemment porteur, aucun endossement n'est exigé et tout endossement qui l'empêche de justifier de sa qualité de porteur peut être biffé.

Article 21 bis

Un effet peut être transmis conformément aux dispositions de l'article 13 après l'échéance, sauf par le tiré, l'accepteur ou le souscripteur.

Article 22

- 1) Lorsque l'endossement a été contrefait, tout signataire est en droit de réclamer à l'auteur de la contrefaçon, ainsi qu'à la personne qui a reçu l'effet de l'auteur de la contrefaçon, réparation du préjudice qu'il pourrait avoir subi du fait de la contrefaçon.
- 2) Aux fins du présent article, un endossement apposé sans pouvoirs sur un effet par une personne en qualité de représentant a les mêmes effets qu'un endossement contrefait.

[Chapitre IV. — Droits et obligations]**[SECTION 1. — LES DROITS D'UN PORTEUR ET D'UN PORTEUR PROTÉGÉ]***Article 23*

- 1) Le porteur d'un effet a tous les droits que la présente Convention lui confère contre les signataires de cet effet.
- 2) Le porteur a le droit de transmettre l'effet conformément aux dispositions de l'article 13.

Article 24

- 1) Le signataire d'un effet peut opposer à un porteur qui n'est pas porteur protégé :
 - a) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer en vertu de la présente Convention;
 - b) Tout moyen de défense fondé sur une transaction sous-jacente intervenue entre lui et le tireur ou un porteur antérieur, ou découlant des circonstances dans lesquelles il est devenu signataire;
 - c) Tout moyen de défense que tout signataire peut invoquer pour s'exonérer de toute responsabilité contractuelle fondé sur une transaction entre lui-même et le porteur;
 - d) Tout moyen de défense fondé sur l'incapacité dudit signataire d'être obligé par l'effet ou découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part;
- 2) Les droits sur l'effet du porteur qui n'est pas porteur protégé sont subordonnés aux actions en revendication pouvant valablement être exercées sur l'effet par toute autre personne.
- 3) Un signataire peut opposer au porteur qui n'est pas un porteur protégé le fait qu'un tiers a un droit sur l'effet si :
 - a) Ce tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet; ou

b) Ce porteur a volé l'effet ou a falsifié la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol de l'effet.

Article 25

1) Le signataire d'un effet ne peut opposer au porteur protégé de moyens de défense autres que les exceptions ci-après :

a) Les exceptions prévues aux articles 27 1, 28, 29 1, 30 2, 3, 50, 55, 57, 60 et 79 de la présente Convention;

b) Les exceptions fondées sur l'incapacité d'un signataire d'être obligé par l'effet;

c) Les exceptions découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les droits sur l'effet du porteur protégé ne sont subordonnés à aucune action en revendication sur l'effet de la part de qui que ce soit.

3) Sont opposables aux droits du porteur protégé les actions en revendication ou les exceptions découlant de la transaction sous-jacente intervenue entre lui et le signataire qui exerce l'action en revendication ou qui invoque l'exception, ou découlant de manœuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur l'effet.

4) La remise de l'effet par un porteur protégé a pour conséquence de transmettre à tout porteur ultérieur les droits du porteur protégé, à moins qu'un porteur ultérieur n'ait participé à une transaction qui donne naissance à une action ou à une exception relative à l'effet.

Article 26

Tout porteur est présumé être un porteur protégé, sauf preuve du contraire.

[SECTION 2. — OBLIGATIONS DES PARTIES]

[A. — Dispositions générales]

Article 27

1) Sous réserve des articles 28 et 30, nul n'est obligé par un effet s'il ne l'a pas signé.

2) Quiconque signe d'un nom qui n'est pas le sien est obligé comme s'il avait signé de son nom.

3) La signature peut être manuscrite ou s'effectuer par facsimilé, par perforation, par symboles ou par tout autre moyen mécanique.*

*

"Article (X)

"Tout Etat contractant dont la législation exige que les signatures apposées sur un effet soient manuscrites peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la signature apposée sur un effet sur son territoire doit être manuscrite."

Article 28

La contrefaçon d'une signature sur un effet n'oblige pas la personne dont la signature a été contrefaite. Cette personne est néanmoins obligée comme si elle avait elle-

même signé l'effet lorsqu'elle a expressément ou implicitement accepté d'être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne.

Article 29

1) En cas d'altération du texte d'un effet :

a) Les signataires postérieurs à cette altération sont obligés par l'effet dans les termes du texte altéré;

b) Les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire. Toutefois, le signataire qui a lui-même procédé à l'altération, qui l'a autorisée ou qui y a consenti est obligé dans les termes du texte altéré.

2) Sauf preuve contraire, toute signature est réputée avoir été donnée après l'altération.

3) Toute modification de l'engagement écrit porté sur l'effet, à quelque titre que ce soit, par l'un quelconque de ses signataires, est considérée comme altération.

Article 30

1) L'effet peut être signé par un représentant.

2) Le nom ou la signature du représenté apposé sur un effet par un représentant qui a le pouvoir de signer oblige le représenté, et non pas le représentant.

3) La signature du représentant apposée sur un effet par le représentant qui n'a pas le pouvoir de signer, ou qui a le pouvoir de signer, mais qui n'indique pas sur l'effet qu'il signe en qualité de représentant pour une personne dénommée, ou qui indique sur l'effet qu'il signe en qualité de représentant, mais sans nommer la personne qu'il représente, oblige ce représentant, et non pas la personne qu'il prétend représenter.

4) La qualité de représentant de la personne apposant sa signature sur un effet est uniquement déterminée d'après les mentions portées sur l'effet.

5) Un représentant qui est obligé en vertu du paragraphe 3 et qui paie l'effet a les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté, s'il avait lui-même payé cet effet.

Article 30 bis

L'ordre de payer contenu dans une lettre de change n'emporte pas de plein droit cession de la créance née d'un rapport extérieur à la lettre de change.

Article 31

(Supprimé)

Article 32

(Supprimé)

Article 33

(Supprimé)

[B. — Du tireur]

Article 34

1) Le tireur s'oblige, en cas de refus d'acceptation ou de refus de paiement de la lettre de change et si le protêt requis a été dressé, à payer au porteur ou à tout signataire

qui paie la lettre de change conformément à l'article 67 le montant de la lettre, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 et 68.

2) Le tireur peut exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation expresse portée sur la lettre de change. Cette stipulation n'a d'effet qu'à l'égard du tireur.

[C. — Du souscripteur]

Article 34 bis

1) Le souscripteur s'oblige à payer au porteur ou à tout signataire qui paie le billet conformément à l'article 67 le montant du billet, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

2) Le souscripteur ne peut pas exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation portée sur le billet. Toute stipulation faite en ce sens est sans effet.

[D. — Du tiré et de l'accepteur]

Article 35

(Supprimé)

Article 36

1) Le tiré n'est pas obligé par la lettre de change tant qu'il ne l'a pas acceptée.

2) L'accepteur s'oblige à payer au porteur ou à tout signataire qui paie la lettre de change conformément à l'article 67, ou au tireur qui a payé l'effet, le montant de la lettre de change, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

Article 37

L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change et peut être exprimée :

a) Par la signature du tiré, accompagnée du mot "accepté" ou de toute autre expression équivalente; ou

b) Par la simple signature du tiré.

Article 38

1) Un effet qui satisfait aux conditions de l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article premier peut être accepté par le tiré avant que le tireur ne l'ait signé ou alors qu'il demeure incomplet à d'autres égards.

2) Une lettre de change peut être acceptée avant ou après l'échéance, ou après avoir été refusée à l'acceptation ou au paiement.

3) Lorsqu'une lettre de change payable à un certain délai de vue ou devant être présentée à l'acceptation avant une date spécifiée est acceptée, l'accepteur doit indiquer la date de son acceptation; s'il ne le fait pas, le tireur, avant l'émission de la lettre, ou le porteur peuvent y inscrire la date de l'acceptation.

4) Si une lettre de change payable à un certain délai de vue est refusée à l'acceptation et que le tiré l'accepte ultérieurement, le porteur est en droit d'exiger que l'acceptation soit datée du jour du refus à l'acceptation.

Article 39

1) L'acceptation doit être sans réserve. L'acceptation est avec réserve si elle est conditionnelle ou modifie les termes de la lettre de change.

2) Si le tiré stipule sur la lettre de change que son acceptation est avec réserve :

a) Il est néanmoins tenu dans les termes de son acceptation conditionnelle;

b) La lettre est considérée comme refusée à l'acceptation, étant entendu que le porteur peut consentir à une acceptation pour une partie seulement du montant de la lettre. Dans ce cas, celle-ci est considérée comme refusée à l'acceptation pour le reste du montant.

3) Une acceptation indiquant que le paiement sera effectué à une adresse spécifiée ou par un représentant spécifié n'est pas une acceptation avec réserve, pour autant que :

a) Le lieu où le paiement doit être effectué ne soit pas changé; et

b) L'effet n'ait pas été tiré payable par un autre représentant.

Article 40

(Supprimé)

[E. — De l'endosseur]

Article 41

1) L'endosseur s'oblige, en cas de refus d'acceptation ou de paiement de l'effet et si le protêt requis a été dressé, à payer au porteur ou à tout autre signataire qui paie la lettre de change conformément à l'article 67 le montant de l'effet, ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés conformément aux dispositions des articles 67 ou 68.

2) L'endosseur peut exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation expresse portée sur l'effet. Cette stipulation n'a d'effet qu'à l'égard de cet endosseur.

Article 42

1) Toute personne qui transmet un effet par sa simple remise est responsable, à l'égard de tout porteur ultérieur, du préjudice que ledit porteur pourrait subir du fait qu'avant la transmission :

a) Une signature figurant sur l'effet a été contrefaite ou apposée sans autorisation; ou

b) L'effet a été altéré; ou

c) Un signataire pouvait valablement invoquer un droit ou une exception à son encontre; ou

d) La lettre a été refusée à l'acceptation ou au paiement, ou le billet a été refusé au paiement.

2) Le montant des dommages-intérêts payables en application du paragraphe 1 ne peut dépasser les montants prévus aux articles 67 ou 68.

3) La responsabilité à raison de l'un des vices énumérés au paragraphe 1 n'est encourue qu'à l'égard du porteur ayant reçu l'effet sans avoir connaissance du vice en question.

[F. — De l'avaliseur]

Article 43

1) Le paiement d'un effet, que celui-ci ait été accepté ou non, peut être garanti pour tout ou partie de son montant pour le compte du signataire ou du tiré. L'aval peut être donné par toute personne, qu'elle soit déjà signataire ou non.

2) L'aval est écrit sur l'effet ou sur une allonge.

3) L'aval est exprimé par les mots "garantie", "aval", "bon pour aval" ou toute autre formule équivalente, accompagnés de la signature de l'avaliseur.

4) L'aval peut être donné par une simple signature. A moins qu'il n'apparaisse que le contexte s'y oppose

a) Une simple signature au recto de l'effet d'une personne autre que le tireur ou le tiré est un aval;

b) La simple signature du tiré au recto de l'effet est une acceptation;

c) Une simple signature au verso de l'effet, autre que celle du tiré, est un endossement.

5) Un avaliseur peut indiquer la personne dont il s'est porté garant. A défaut de cette indication, l'aval est réputé donné pour l'accepteur ou le tiré s'il s'agit d'une lettre de change, et pour le souscripteur, s'il s'agit d'un billet à ordre.

Article 44

1) Sauf stipulation contraire de sa part sur l'effet, l'avaliseur est obligé par l'effet dans la même mesure que le signataire dont il s'est porté garant.

2) Lorsque la personne pour laquelle il s'est porté garant est le tiré, l'avaliseur s'engage à payer la lettre à l'échéance.

Article 45

L'avaliseur qui paie l'effet peut invoquer les droits y afférents contre le signataire garanti et contre les signataires qui sont obligés envers ce dernier en vertu de l'effet.

[Chapitre V. — Présentation, refus et recours]

[SECTION 1. — PRÉSENTATION À L'ACCEPTATION]

Article 46

1) Une lettre de change peut être présentée à l'acceptation.

2) Une lettre de change doit être présentée à l'acceptation :

a) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre qu'elle doit être présentée à l'acceptation; ou

b) Lorsque la lettre est tirée à un certain délai de vue; ou

c) Lorsque la lettre est payable en un lieu autre que celui de la résidence ou de l'établissement du tiré, sauf s'il s'agit d'une lettre payable à vue.

Article 47

1) Nonobstant les dispositions de l'article 46, le tireur peut stipuler sur la lettre que celle-ci ne doit pas être présentée à l'acceptation ou qu'elle ne doit pas l'être avant un terme déterminé ou avant la survenance d'un événement déterminé.

2) Si la lettre de change a été présentée à l'acceptation malgré la stipulation en sens contraire autorisée au paragraphe 1 et que l'acceptation est refusée, aucun recours ne peut être exercé faute d'acceptation.

3) L'acceptation donnée par le tiré malgré la stipulation interdisant la présentation à l'acceptation produit ses effets.

Article 47 bis

1) La présentation à l'acceptation doit être faite au tiré par le porteur ou au nom du porteur.

2) La lettre tirée sur plusieurs personnes peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de la lettre n'en dispose autrement.

3) La présentation à l'acceptation peut être faite à une personne ou à une autorité autre que le tiré, si cette personne ou autorité a qualité pour accepter en vertu de la loi applicable.

Article 48

La présentation d'une lettre de change à l'acceptation se fait selon les règles suivantes :

a) Le porteur doit présenter la lettre au tiré, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;

b) La lettre tirée sur plusieurs personnes peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de la lettre n'en dispose autrement;

c) La lettre peut être présentée à une personne ou à une autorité autre que le tiré si cette personne ou autorité est habilitée, en vertu du droit applicable, à accepter la lettre;

d) Si la lettre est payable à jour fixe, la présentation à l'acceptation doit être faite au plus tard le jour de l'échéance;

e) La lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue doit être présentée à l'acceptation dans un délai d'un an à compter de sa date;

f) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre une date ou un délai pour la présentation à l'acceptation, la lettre doit être présentée à cette date ou dans ce délai.

Article 49

L'obligation de présenter la lettre à l'acceptation cesse :

a) Si le tiré est décédé ou n'a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité d'être obligée par l'effet en tant qu'accepteur ou si le tiré est une société, une association ou autre personne morale qui a cessé d'exister;

b) Lorsque, avec toute la diligence raisonnable, il est impossible d'effectuer la présentation dans le délai prescrit.

Article 50

A défaut de présentation à l'acceptation d'une lettre de change qui doit être présentée, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par la lettre.

Article 51

1) L'acceptation est réputée refusée :

a) Lorsque, sur présentation régulière, le tiré refuse expressément d'accepter la lettre, ou lorsque l'acceptation ne peut être obtenue avec une diligence raisonnable, ou lorsque le porteur ne peut obtenir l'acceptation à laquelle il a droit en vertu de la présente Convention;

b) S'il y a dispense de présentation à l'acceptation conformément à l'article 49, à moins que la lettre ne soit effectivement acceptée.

2) En cas de refus d'acceptation, le porteur peut :

a) Sous réserve des dispositions de l'article 57, exercer immédiatement son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs;

b) Exercer immédiatement son droit de recours contre l'avaliseurs du tiré.

[SECTION 2. — PRÉSENTATION AU PAIEMENT]

Article 52

(Supprimé)

Article 53

La présentation d'un effet au paiement se fait selon les règles suivantes :

a) Le porteur doit présenter l'effet au tiré, à l'accepteur ou au souscripteur, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;

b) La lettre de change tirée sur plusieurs personnes ou acceptées par plusieurs personnes, ou le billet à ordre souscrit par plusieurs personnes, peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de l'effet n'en dispose autrement;

c) En cas de décès du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, l'effet doit être présenté aux personnes qui, en vertu de la loi applicable, sont ses héritiers ou les personnes habilitées à administrer sa succession;

d) La présentation au paiement peut se faire à une personne ou une autorité autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur si cette personne ou cette autorité est habilitée en vertu de la loi applicable à payer l'effet;

e) L'effet qui n'est pas payable à vue doit être présenté au paiement à l'échéance ou l'un des deux jours ouvrables qui suivent;

f) L'effet qui est payable à vue doit être présenté au paiement dans le délai d'un an à compter de sa date;

g) Un effet doit être présenté au paiement :

i) Au lieu indiqué dans l'effet; ou

ii) A défaut de cette indication, à l'adresse du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur indiquée dans l'effet; ou

iii) A défaut d'indication du lieu de paiement et de l'adresse du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, au principal établissement ou à la résidence habituelle du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur.

Article 54

1) Le retard dans la présentation au paiement est excusable s'il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, l'effet doit être présenté avec toute la diligence raisonnable.

2) L'obligation de présenter l'effet au paiement cesse :

a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement de cette présentation; cette dispense :

i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l'égard de tout porteur;

ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;

iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard d'un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

b) Si l'effet n'étant pas payable à vue, la cause du retard persiste plus de 30 jours après l'échéance;

c) Si l'effet étant payable à vue, la cause du retard persiste plus de 30 jours après l'expiration du délai prescrit pour la présentation au paiement;

d) Si le tiré, le souscripteur ou l'accepteur est décédé ou n'a plus la libre administration de ses biens ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité de payer l'effet en raison de son insolvabilité, ou si le tiré, le souscripteur ou l'accepteur est une société, une association ou autre personne morale qui a cessé d'exister;

e) [Voir nouveau paragraphe 3 ci-dessous]

f) (Supprimé)

g) S'il n'existe aucun lieu où l'effet doit être présenté conformément à l'article 53 g.

3) L'obligation de présenter l'effet au paiement cesse également, en ce qui concerne la lettre de change, s'il a été dressé protêt faute d'acceptation.

Article 55

1) A défaut de présentation régulière au paiement, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par la lettre de change.

2) A défaut de présentation régulière au paiement, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par le billet à ordre.

3) Le défaut de présentation d'un effet au paiement ne libère pas l'accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs ou l'avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l'effet.

Article 56

1) Il y a refus de paiement

a) Lorsque le paiement est refusé à la présentation régulière ou lorsque le porteur ne peut obtenir le paiement auquel il a droit en vertu de la présente Convention.

b) (Supprimé)

c) S'il y a dispense de présentation au paiement conformément au paragraphe 2 de l'article 54 et que l'effet demeure impayé après l'échéance.

2) En cas de refus de paiement de la lettre de change, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l'article 57, exercer son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs.

3) En cas de refus de paiement du billet à ordre, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l'article 57, exercer son droit de recours contre les endosseurs et leurs avaliseurs.

[SECTION 3. — RECOURS]

Article 57

En cas de refus d'acceptation ou de paiement d'un effet, le porteur ne peut exercer son droit de recours que lorsque l'effet a été régulièrement protesté, conformément aux dispositions des articles 58 à 61.

Article 58

1) Le protêt est une constatation du refus d'acceptation ou de paiement, établie au lieu où l'effet a été refusé, signée et datée par une personne habilitée par la loi de ce lieu. Il indique :

a) Le nom de la personne à la requête de laquelle l'effet est protesté;

b) Le lieu du protêt; et

c) La demande faite et, le cas échéant, la réponse donnée ou le fait que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur n'a pu être localisé.

2) Le protêt peut être :

a) Porté sur l'effet lui-même ou sur une allonge; ou

b) Etabli sous forme de document indépendant, auquel cas il doit clairement identifier l'effet qui en fait l'objet.

3) A moins que l'effet ne stipule qu'un protêt doit être dressé, le protêt peut être remplacé par une déclaration écrite sur l'effet, signée et datée par le tiré, l'accepteur, le souscripteur, ou, en cas de domiciliation, par le domiciliataire, et constatant le refus d'acceptation ou de paiement.

4) Une déclaration faite conformément au paragraphe 3 est réputée constituer un protêt aux fins de la présente Convention.

Article 59

1) Le protêt faute d'acceptation d'une lettre de change doit être dressé le jour où l'acceptation est refusée ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.

2) Le protêt faute de paiement d'un effet doit être dressé le jour où le paiement est refusé ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.

Article 60

1) Si une lettre de change qui doit être protestée pour défaut d'acceptation ou de paiement n'est pas régulièrement protestée, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu de la lettre.

2) Si un billet à ordre qui doit être protesté pour défaut de paiement n'est pas régulièrement protesté, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu du billet.

3) Le défaut de protêt ne libère pas l'accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs ou l'avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l'effet.

Article 61

1) Le retard dans la confection du protêt est excusable s'il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, le protêt doit être dressé avec toute la diligence raisonnable.

2) L'obligation de dresser protêt faute d'acceptation ou de paiement cesse :

a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement du protêt; cette dispense :

i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l'égard de tout porteur;

ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;

iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard d'un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

b) Si la cause du retard persiste plus de 30 jours après la date du refus;

c) En ce qui concerne le tireur d'une lettre de change, lorsque le tireur et le tiré ou accepteur sont la même personne;

d) (Supprimé)

e) En cas de dispense de présentation à l'acceptation ou au paiement conformément aux articles 49 ou 54 2;

f) Si la personne qui demande le paiement en vertu de l'article 80 ne peut faire dresser protêt, en raison de l'impossibilité de satisfaire aux exigences de l'article 83.

Article 62

1) Lorsqu'une lettre de change est refusée à l'acceptation ou au paiement, le porteur doit dûment donner avis du refus au tireur, aux endosseurs et à leurs avaliseurs.

2) Lorsqu'un billet à ordre est refusé au paiement, le porteur doit dûment donner avis du refus aux endosseurs et à leurs avaliseurs.

3) Un endosseur ou un avaliseur qui a reçu notification du refus doit en donner avis au signataire obligé qui le précède immédiatement.

4) L'avis de refus produit effet à l'égard de tous les signataires qui ont en vertu de la lettre ou du billet un droit de recours contre le signataire notifié.

Article 63

1) L'avis du refus d'acceptation ou de paiement n'est soumis à aucune condition de forme mais il doit identifier l'effet et indiquer que celui-ci a été refusé. Le renvoi de l'effet suffit, pourvu que celui-ci soit accompagné d'une déclaration indiquant qu'il a été refusé.

2) L'avis du refus d'acceptation ou de paiement est réputé avoir été régulièrement donné s'il est communiqué ou envoyé à la personne à laquelle le refus doit être notifié par un moyen approprié aux circonstances, que cette personne l'ait reçu ou non.

3) Il incombe à la personne qui est tenue de donner avis de prouver qu'elle l'a dûment fait.

Article 64

L'avis du refus d'acceptation ou de paiement doit être donné dans les deux jours ouvrables qui suivent :

a) Le jour du protêt ou, en cas de dispense de protêt, le jour du refus d'acceptation ou de paiement;

b) La réception de l'avis donné par un autre signataire.

Article 65

1) Le retard dans la communication de l'avis est excusable s'il est dû à des circonstances qui ne sont pas imputables au porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Quand la cause du retard cesse d'exister, l'avis doit être donné avec toute la diligence raisonnable.

2) L'obligation de donner avis cesse :

a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément ou tacitement de cet avis; cette dispense :

i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire subséquent et vaut à l'égard de tout porteur;

ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;

iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard d'un porteur en faveur duquel elle a été donnée.

b) Si, avec toute la diligence raisonnable, l'avis ne peut être donné;

c) En ce qui concerne le tireur d'un billet à ordre, si le tireur et le tiré ou l'accepteur sont la même personne;

d) (Supprimé)

Article 66

Le fait de ne pas donner dûment avis du refus d'acceptation ou de paiement rend la personne qui est tenu en vertu de l'article 62 de donner cet avis à un signataire en droit de le recevoir responsable du préjudice que ledit signataire peut subir directement de ce fait, sans que le montant total des dommages-intérêts puisse dépasser le montant dû en vertu des articles 67 ou 68.

Article 66 bis

Le porteur peut exercer ses droits découlant de l'effet contre l'un quelconque des signataires obligés en vertu de l'effet, ou contre plusieurs ou contre tous, sans être tenu d'observer l'ordre dans lequel les signataires se sont obligés.

Article 67

1) Le porteur peut réclamer à tout obligé :

a) A l'échéance : le montant de l'effet avec intérêt, si un intérêt a été stipulé;

b) Après l'échéance :

i) Le montant de l'effet avec intérêt, si un intérêt a été stipulé, jusqu'à la date de l'échéance;

ii) S'il a été stipulé un intérêt après l'échéance, l'intérêt au taux stipulé, ou, en l'absence d'une telle stipulation, l'intérêt au taux spécifié au paragraphe 2, calculé sur le montant spécifié à l'alinéa précédent, à partir de la date de l'échéance;

iii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur;

c) Avant l'échéance :

i) Le montant de la lettre de change avec intérêt, si un intérêt a été stipulé, jusqu'à la date du paiement, déduction faite d'un escompte pour la période allant de la date du paiement à celle de l'échéance, calculé conformément au paragraphe 3;

ii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur.

2) Le taux annuel d'intérêt est de [2] p. 100 supérieur au taux officiel (taux bancaire) ou à tout autre taux approprié analogue en vigueur sur la principale place du pays où l'effet est payable à l'échéance ou, à défaut d'un tel taux, au taux annuel de [], calculé sur la base du nombre de jours écoulés et conformément aux usages de cette place.

3) L'escompte est calculé au taux officiel (taux d'escompte) ou à tout autre taux approprié analogue en

vigueur à la date du recours au lieu où le porteur a son principal établissement ou, s'il n'y a pas d'établissement, sa résidence habituelle, ou à défaut d'un tel taux, au taux annuel de [] calculé sur la base du nombre de jours écoulés et conformément aux usages de cette place.

Article 68

1) Celui qui a payé l'effet conformément à l'article 67 peut réclamer aux signataires obligés envers lui :

a) L'intégralité de la somme qu'il a été tenu de payer conformément à l'article 67 et qu'il a effectivement payée;

b) Les intérêts de ladite somme au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 67, à partir de la date où il a effectué le paiement;

c) Les frais des avis qu'il a donnés.

2) Nonobstant le paragraphe 4 de l'article 25, si un signataire paie l'effet conformément à l'article 67 et si l'effet lui est remis, ce transfert ne confère pas au signataire les droits qu'un porteur protégé précédent a pu avoir sur l'effet.

[Chapitre VI. — Libération]

[SECTION 1. — GÉNÉRALITÉS]

Article 69

(Supprimé)

[SECTION 2. — PAIEMENT]

Article 70

1) Un signataire est libéré de ses obligations en vertu de l'effet quand il paie au porteur ou à un signataire subséquent qui a payé l'effet et qui est en possession dudit effet le montant dû conformément aux articles 67 et 68 :

a) A l'échéance ou après l'échéance, ou

b) Avant l'échéance, après refus d'acceptation.

2) Le paiement effectué avant l'échéance dans des conditions autres que celles stipulées à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article ne libère pas le signataire qui fait ce paiement de ses obligations en vertu de l'effet, sauf à l'égard de la personne qui a reçu le paiement.

3) Un signataire n'est pas libéré de ses obligations s'il paie un porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait au moment où il paie qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet ou que le porteur a volé l'effet ou a falsifié la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la falsification.

4) a) Celui qui reçoit le paiement d'un effet conformément au paragraphe 1 du présent article doit, sauf convention contraire, remettre à la personne qui effectue le paiement, l'effet, tout protêt et un compte acquitté;

b) Celui à qui le paiement est demandé peut différer ce paiement si la personne qui le demande ne lui remet pas l'effet. Le fait de différer le paiement dans ces conditions ne constitue pas un refus de paiement;

c) Si le paiement est effectué et si le payeur n'obtient pas l'effet, le payeur est libéré de ses obligations mais cela ne constitue pas une exception opposable à un porteur protégé.

Article 71

1) Le porteur n'est pas tenu d'accepter un paiement partiel.

2) Si le porteur n'accepte pas un paiement partiel, il y a refus de paiement.

3) Si le porteur accepte un paiement partiel du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur :

a) L'accepteur ou le souscripteur est libéré de ses obligations à concurrence du montant payé; et

b) Il y a refus de paiement pour le surplus.

4) Si le porteur accepte un paiement partiel d'un signataire de l'effet autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur :

a) La personne qui effectue le paiement est libérée de ses obligations à concurrence du montant payé; et

b) Le porteur doit donner à ladite personne une copie certifiée conforme de l'effet, et de tout protêt authentique, afin qu'un recours puisse être exercé ultérieurement.

5) Le tiré ou le signataire qui effectue un paiement partiel peut exiger que mention en soit faite sur l'effet et que quittance lui en soit donnée.

6) Lorsqu'un signataire paie le solde, la personne recevant le paiement qui est en possession de l'effet doit lui remettre l'effet acquitté et tout protêt authentique.

Article 72

1) Le porteur peut refuser de recevoir le paiement en un lieu autre que celui où l'effet a été dûment présenté au paiement conformément à l'alinéa 3 g de l'article 53.

2) Si tel est le cas et si le paiement n'est pas effectué au lieu où l'effet a été dûment présenté au paiement conformément à l'alinéa g de l'article 53, on considère qu'il y a refus de paiement.

Article 73

(Supprimé)

Article 74

1) L'effet doit être payé dans la monnaie dans laquelle il est libellé.

2) Le tireur ou le souscripteur peuvent indiquer sur l'effet que le paiement doit être effectué dans une monnaie spécifiée autre que la monnaie dans laquelle l'effet est libellé, auquel cas :

a) L'effet doit être payé dans la monnaie spécifiée;

b) La somme à payer doit être calculée d'après le taux de change indiqué sur l'effet. A défaut d'une telle indication, la somme à payer doit être calculée d'après le taux de change pour les effets à vue à la date de l'échéance :

- i) En vigueur au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g de l'article 53, si la monnaie spécifiée est celle de ce lieu (monnaie locale); ou
 - ii) Fixé conformément aux usages du lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g de l'article 53, si la monnaie spécifiée n'est pas celle dudit lieu.
 - c) S'il y a refus d'acceptation, la somme à payer doit être calculée :
 - i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;
 - ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date du refus d'acceptation ou à la date du paiement effectif.
 - d) S'il y a refus de paiement, la somme à payer doit être calculée :
 - i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;
 - ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date de l'échéance ou à la date du paiement effectif.
- 3) Aucune disposition du présent article n'interdit à un tribunal d'accorder des dommages-intérêts en cas de perte subie par un porteur par suite de fluctuations des taux de change si cette perte résulte d'un refus d'acceptation ou de paiement.
- 4) Le taux de change en vigueur à une date déterminée est le taux de change en vigueur, au choix du porteur, au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g de l'article 53 ou au lieu du paiement effectif.

Article 74 bis

Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un Etat contractant d'appliquer les règles concernant le contrôle des changes en vigueur sur son territoire, y compris les règles qu'il est tenu de respecter en vertu des accords internationaux auxquels il est partie.

Article 75

(Supprimé)

Article 76

(Supprimé)

Article 77

(Supprimé)

Article 78

- 1) Lorsqu'un signataire est libéré de la totalité ou d'une partie de ses obligations en vertu de l'effet, tout signataire qui a un recours contre lui est libéré de ses obligations dans la même mesure.

- 2) Lorsque le tiré règle au porteur la totalité ou une partie du montant d'une lettre de change, tous les signataires de ladite lettre sont libérés de leurs obligations dans la même mesure.

Article 79

- 1) Le droit d'action découlant d'un effet ne peut plus être exercé après l'expiration d'un délai de quatre ans :

- a) Contre l'accepteur, le souscripteur ou leur avaliseur ou les avaliseurs du tiré, à compter de la date de l'échéance;

- b) Contre l'accepteur, l'endosseur ou leur avaliseur, à compter de la date du protêt en cas de refus ou, en cas de dispense de protêt, de la date du refus.

- 2) a) Si un signataire a payé l'effet conformément à l'article 67 ou 68 dans l'année qui précède l'expiration du délai visé au paragraphe 1 du présent article, ledit signataire peut exercer son droit d'action contre un signataire obligé envers lui dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a payé l'effet.

- b) (Pour réexamen ultérieur)

Article 80

- 1) En cas de perte par suite de destruction, de vol ou de toute autre manière, la personne ayant perdu l'effet a, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le même droit au paiement que si elle en avait eu possession et le signataire auquel le paiement est demandé ne peut exciper du fait que la personne demandant le paiement de l'effet n'en a pas la possession.

- 2) a) La personne qui demande le paiement d'un effet perdu doit indiquer par écrit au signataire auquel elle demande le paiement :

- i) Les éléments de l'effet perdu correspondant aux prescriptions des paragraphes 2 ou 3 de l'article premier; à cette fin, la personne qui demande le paiement de l'effet perdu peut présenter au signataire une copie dudit effet;

- ii) Les faits attestant qu'elle aurait eu le droit de recevoir le paiement dudit signataire si elle avait eu possession de l'effet;

- iii) Les circonstances qui empêchent la production de l'effet.

- b) Le signataire auquel le paiement d'un effet perdu est demandé peut exiger de la personne qui demande le paiement de constituer une sûreté pour le garantir du préjudice qu'il pourrait subir du fait du paiement ultérieur de l'effet perdu.

- c) La nature et les modalités de la sûreté doivent être déterminées d'un commun accord entre la personne qui demande le paiement et le signataire auquel le paiement est demandé. A défaut d'accord, le tribunal peut déterminer si une sûreté est requise et, dans l'affirmative, en définir la nature et les modalités.

- d) Si une sûreté ne peut être donnée, le tribunal peut ordonner au signataire auquel le paiement est demandé de consigner le montant de l'effet perdu, ainsi que tous les

intérêts et frais pouvant être réclamés en vertu des articles 67 ou 68, auprès du tribunal ou de toute autre autorité ou institution compétente et fixer la durée de la consignation. Celle-ci vaudra paiement à la personne qui l'a demandé.

Article 81

1) Le signataire qui a payé un effet perdu et à qui l'effet est ultérieurement présenté au paiement par une autre personne doit notifier ladite présentation à celui auquel il a payé l'effet.

2) Cette notification doit être adressée le jour où l'effet est présenté ou dans les deux jours ouvrables qui suivent et indiquer le nom de la personne ayant présenté l'effet ainsi que la date et le lieu de la présentation.

3) Le défaut de notification rend le signataire qui a payé l'effet perdu responsable de tout préjudice que celui auquel il a payé l'effet peut subir de ce fait, sans que le montant total des dommages-intérêts puisse dépasser le montant de l'effet et des intérêts ou frais qui peuvent être demandés en vertu des articles 67 ou 68.

4) Un retard dans la notification est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de la personne ayant payé l'effet perdu et que celle-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard disparaît, la notification doit être faite avec une diligence raisonnable.

5) Il y a dispense de notification lorsque la cause du retard persiste au-delà de 30 jours après la date à laquelle la notification aurait dû être faite au plus tard.

Article 82

1) Le signataire qui a payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 et qui est par la suite mis en demeure de payer l'effet et qui le paie effectivement, ou qui perd son droit à recouvrement auprès de tout

signataire obligé envers lui, la perte de ce droit étant due à la perte de l'effet, a droit :

a) Si une sûreté a été donnée, d'en entreprendre la réalisation; ou

b) Si le montant de l'effet a été consigné auprès du tribunal ou de toute autre autorité compétente, de réclamer le montant consigné.

2) La personne qui a fourni une sûreté conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 80 peut réclamer ladite sûreté si le signataire au profit duquel elle a été fournie ne court plus le risque de subir de préjudice en raison de la perte de l'effet.

Article 83

L'effet perdu est régulièrement protesté si la personne qui en demande le paiement utilise à cette fin un écrit satisfaisant aux prescriptions du paragraphe 2 a de l'article 80.

Article 84

La personne qui reçoit le paiement de l'effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 doit remettre au signataire qui en a payé le montant l'écrit établi en vertu du paragraphe 2 a de l'article 80, dûment acquitté par elle, et tout protêt ainsi qu'un compte acquitté.

Article 85

a) Le signataire ayant payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 a les mêmes droits que s'il avait été en possession de l'effet.

b) Ledit signataire ne peut exercer ses droits que s'il est en possession de l'écrit acquitté visé à l'article 84.

Article 86

(Supprimé)

D. — Rapport du Secrétaire général: les sûretés, questions à examiner en vue de l'élaboration de règles uniformes (A/CN.9/186)*

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
INTRODUCTION	1-13
Questions principales	10-13
APERÇU DES QUESTIONS PARTICULIÈRES À EXAMINER	14-58
Champ d'application	14-17
Exclusions du champ des règles uniformes	18-19
Conflit des lois	20-28
Conditions relatives à la forme d'un accord valide de constitution de sûreté	29-31
Description de la créance et du bien grevé	32-37
Mesures requises pour protéger les sûretés contre des prétentions de tiers	38-45
Priorité de la sûreté par rapport aux prétentions des tiers	46-50
Recettes provenant du bien grevé	51-54
Procédures en cas de défaut de paiement	55-58

* 16 mai 1980.